



Numéro 1 - mars 2017

En janvier 2017, des prix agricoles globalement soutenus sur un an dans un contexte de remontée des prix des intrants

■ Synthèses Viticulture

En début de campagne 2016-2017, la croissance des exportations des vins d'appellation vers les pays tiers se poursuit

L. Bernadette

■ Synthèses IAA

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an

M. Kuhn-Le Braz

■ Synthèses Aviculture

En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau

C. Pendariès

■ Synthèses Consommation

En 2016, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli de la consommation de viande à domicile par les ménages

A. Lavergne



Éditorial

En janvier 2017, des prix agricoles globalement soutenus sur un an dans un contexte de remontée des prix des intrants

Après un mois de novembre plutôt doux et pluvieux, décembre a renoué avec des températures conformes aux normales de saison et des précipitations déficitaires en France (- 71%) sur tout le territoire, notamment dans le Nord-Est (- 95 %). En janvier, le froid s'est installé et le déficit pluviométrique s'est accentué. En février, la douceur est revenue et les précipitations ont été conformes aux normales, les intempéries au début et en fin de mois ayant compensé le manque d'eau le restant du mois. Pour autant, le cumul des pluies tombées depuis le 1er septembre est inférieur aux normales en février et au 1er mars, l'indice d'humidité des sols demeure déficitaire en France sur une grande partie du territoire, notamment sur une bande allant du Gers à l'Aude (*Infos rapides Climatologie, mars 2017*).

Ce manque de pluie a perturbé les semis de colza d'hiver, en particulier dans le Nord-Est et certaines parcelles ont même été retournées. Le recul des surfaces serait sensible, notamment en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est. Les surfaces en céréales d'hiver se replieraient plus modérément. La sole de blé tendre serait stable tandis que celle de blé dur diminuerait de 4,6 %. Cela marquerait un coup d'arrêt à la relance du blé dur après deux années de forte progression. La diminution atteindrait 7 % dans le Centre-Val de Loire, une région particulièrement touchée par les intempéries lors de la campagne précédente. Ces baisses d'emblavements de céréales d'hiver succèdent à quatre années consécutives d'augmentation (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, février 2017*). Dans un contexte de demande mondiale et intérieure soutenue, notamment de la part des fabricants d'aliments pour le bétail attirés par le taux en protéines élevé du blé français, les cours des céréales sont dynamiques et se redressent sur un an en janvier 2017 tandis que ceux des oléagineux demeurent fermes.

En janvier et février 2017, les prix des fruits et des légumes sont également bien orientés, surtout pour les légumes. Les cours de ces derniers augmentent de façon très marquée sur un an et par rapport à la moyenne des prix sur cinq ans, sous l'effet d'une envolée des prix des salades, endives et poireaux. La météo particulièrement froide en janvier accompagnée parfois de fortes gelées a fortement pénalisé les cultures de ces légumes en France, et surtout en Espagne, réduisant les disponibilités, alors qu'elle soutenait la demande en légumes d'hiver face à une offre

plutôt limitée. Seuls les cours du chou-fleur dont la production est très sensible aux variations de températures, chutent en février, en raison d'une offre redevenue excédentaire à la faveur d'un redoux (*Infos rapides légumes, mars 2017*). Les cours des fruits sont également supérieurs à ceux de janvier 2016 et aux cours moyens 2012-2016, grâce à une demande dynamique en pommes, surtout à l'international pour les variétés Gala et Granny, mais également en kiwi, ainsi qu'à une concurrence moindre des autres fruits de saison. Conséquence essentiellement de la baisse des récoltes, le niveau des stocks de pommes en chambres froides est, fin février, inférieur à celui de 2016 tout en demeurant au-dessus de la moyenne 2012-2016, la Golden ayant souffert de la fermeture des débouchés algériens. A contrario, celui des poires est bien en deçà du stock moyen (- 22 %) mais progresse par rapport à 2016, la concurrence des poires hollandaises ou belges s'étant fait sentir (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mars 2017*).

En 2016, la récolte viticole française s'est établie sous la moyenne des cinq dernières récoltes, à 43,4 millions d'hectolitres, selon les dernières estimations encore provisoires. La production serait l'une des plus faibles de ces 30 dernières années. Sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations de vins d'appellation d'origine protégée (AOP), hors Champagne, ont été dynamiques en volume et en valeur à destination des pays tiers, notamment vers la Chine et les États-Unis, alors qu'elles reculaient vers l'Union européenne, comparativement à la même période de la campagne 2015-2016. Depuis 2015, les ventes de vins AOP aux pays tiers dépassent en volume celles vers l'UE. Après une légère baisse en 2014/2015 et malgré des résultats contrastés à l'exportation, les prix des vins d'appellation sont en hausse sur les premiers mois de la campagne 2016-2017 (*En début de campagne 2016-2017, la croissance des exportations des vins d'appellation vers les pays tiers se poursuit, Viticulture, n° 2017/299, janvier 2017*). En janvier 2017, les prix des vins d'appellation baissent pour la première fois depuis plusieurs mois, freinant leur progression sur un an tandis que ceux des autres vins continuent de reculer par rapport au mois précédent et sur un an.

En janvier 2017, les abattages des d'animaux de boucherie reculent par rapport à janvier 2016 pour toutes les espèces, surtout pour les bovins et porcins, contrairement au mois précédent et à l'année 2016 (*Infos rapides Bovins/ovins/*

porcins, février 2017). En 2016, les productions se sont légèrement accrues par rapport à 2015 pour les porcins et bovins et ont enregistré une hausse plus soutenue pour les ovins, dans un contexte d'abattages important de vaches, d'exportations bovines perturbées par la FCO, d'une demande chinoise dynamique en viande de porc et d'une consommation des ménages en repli pour tous les types de viande.

Si les achats en volume des ménages pour leur consommation à domicile ont reculé en 2016, pour la deuxième année consécutive, la consommation apparente de viande, calculée par bilan, qui inclut la restauration collective, aurait, elle, légèrement progressé. La consommation de viande de volailles repartirait à la hausse, principalement portée par les achats de poulets. *A contrario*, celle de viande bovine et porcine se replierait légèrement après la quasi-stabilité de la première et le dynamisme de la seconde en 2015, tandis que la consommation de viande ovine continuerait, elle, de décliner (*En 2016, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli de la consommation de viande à domicile par les ménages, Consommation n° 2017/301, mars 2017*).

Après avoir reculé en 2016 sur un an, sauf pour les porcins, les cours du bétail sont repassés depuis décembre 2016, au-dessus des cours 2015, demeurant toutefois en deçà de la moyenne des prix sur cinq ans. Les cours des gros bovins, et notamment des vaches, sont repartis à la hausse depuis octobre mais restent néanmoins en repli sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans, y compris en janvier 2017, malgré des abattages en repli. Les prix des broutards ont reculé en 2016, après le bond de la fin 2015 à la suite de la détection de foyers de FCO. Les exportations de broutards ont malgré tout augmenté en 2016 grâce aux ventes assez soutenues d'animaux lourds vers l'Italie depuis la mi-2016, la fermeture des frontières turques ayant fait chuter celles de broutards légers. L'embellie sur les cours du porc se poursuit grâce à une offre en repli et des promotions en ce début d'année ainsi qu'une consommation de viande porcine par les ménages repartie à la hausse en toute fin d'année. Le solde du commerce extérieur de porcins est redevenu excédentaire en volume en 2016 grâce à une hausse des exportations et une baisse des importations, mais la situation s'est de nouveau dégradée au 4^e trimestre et il est très déficitaire en valeur. Les prix des ovins décrochent après une relative stabilité au cours des derniers mois orientant les prix en retrait sur un an.

Après avoir terminé l'année 2016 à des niveaux proches de l'année précédente et de la moyenne des cinq dernières années, les abattages de volailles s'orientent de nouveau à la baisse sur un an en janvier 2017, tout en restant proches de la moyenne 2012-2016. Toutes les espèces se replient, surtout les canards, à la suite d'abattages sanitaires importants de canards à gaver en début d'année (*Infos rapides Aviculture, mars 2017*). Ces baisses s'inscrivent dans le prolongement de celles enregistrées en 2016 et plus largement dans la tendance au repli depuis plusieurs années, malgré le rebond de 2015. Seuls les abattages en têtes de

dinde ont progressé en 2016. Le vide sanitaire engendré au 1^{er} semestre 2016 par les mesures prises pour lutter contre l'influenza aviaire a pénalisé la production française de volaille et accru le déséquilibre des échanges. Les exportations de poulet ont reculé, tandis que les importations de poulet et de canard s'accroissaient sensiblement. Le solde des échanges extérieurs, fortement excédentaire dans les années 2000, s'est peu à peu dégradé jusqu'à devenir déficitaire en volume et en valeur en 2016. Dans ce contexte, et face à une demande de la part des ménages également peu dynamique, caractérisée par un recul en volume et en valeur encore plus marqué qu'en 2015 des achats de viande de volailles, les prix à la production de la volaille ont reculé en 2016 et en janvier 2017 sur un an, toutefois de façon moins prononcée qu'en 2015, soutenus par la baisse des disponibilités (*En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau, Aviculture n° 2017/300, mars 2017*).

En décembre, les mises en place de poussins de poulets et surtout de canetons se replient, impactées par les mesures instaurées dans certains départements du Sud-Ouest pour contenir la propagation du virus. Malgré une consommation alimentaire en baisse en 2016, les prix des oeufs ont flambé en 2016. Début 2017, ils sont toujours en forte hausse sur un an mais fléchissent par rapport au mois précédent sur fond de reprise de la production estimée sur la période de janvier à mai 2017.

En janvier 2017, la collecte française de lait de vache se contracte de nouveau par rapport à l'année précédente mais le repli est moins marqué que lors des mois précédents. La baisse ralentit dans la totalité des bassins de production et s'inscrit dans un contexte de faibles disponibilités en fourrages conjugué à la mise en œuvre des mesures d'incitation européenne et française à la réduction de la production laitière. Depuis avril 2016, date du début de la campagne 2016-2017, la production a reculé de 4 % sur un an. Les évolutions sont également en retrait dans les autres grands pays producteurs. La baisse de la production et la demande des industriels soutiennent les prix du lait en France qui continuent de se redresser en janvier 2017. Le recul des disponibilités de la matière première pénalise les fabrications françaises de produits laitiers qui reculent globalement en 2016 et en janvier 2017 sur un an (*Infos rapides Lait, mars 2017*).

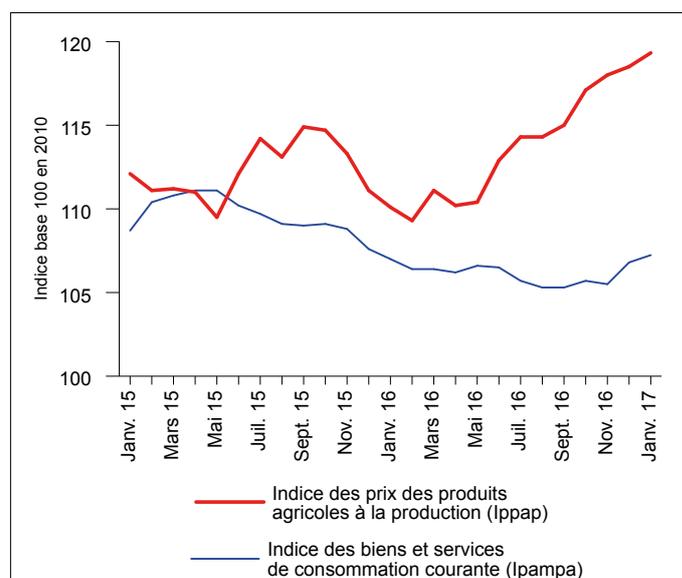
En janvier 2017, l'embellie sur les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production enregistrée depuis la mi-2016 se poursuit et s'accélère même depuis septembre 2016. Sur un an, la hausse est de 8 % et concerne la quasi-totalité des prix à l'exception des animaux, malgré une bonne tenue des porcins et une moindre dégradation des cours des bovins. Sur la même période, les prix à la consommation sont en légère progression sur un an, surtout les produits alimentaires, les boissons demeurant stables. Les prix des légumes répercutent, en l'atténuant, la hausse des prix à la production (*Infos rapides Prix, mars 2017*).

Parallèlement, en janvier 2017, le coût des intrants est pour le second mois consécutif en augmentation, se redressant même, pour la première fois depuis 2013, sur un an. L'accélération de la hausse du coût de l'énergie et des lubrifiants conjuguée à un moindre ralentissement des prix des aliments pour animaux et des engrais et amendements depuis quelques mois explique ces inflexions. En janvier 2017, la production d'aliments composés repart à la hausse sur un an sous l'effet de besoins accrus en aliments à destination des poulets et des vaches laitières. Cette augmentation fait suite à un recul en 2016, conséquence de la décapitalisation du cheptel, de l'épizootie d'influenza aviaire et d'un recours plus important aux aliments fabriqués à la ferme pour les porcins suite à la baisse des cours des tourteaux de soja et de blé (*Infos rapides Coûts de production, mars 2017*).

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond par rapport aux mois précédents, la production des IAA (hors tabac) a baissé sur un an dans un contexte de consommation de produits agroalimentaires toujours en hausse. Ce repli concerne à la fois les boissons et les produits alimentaires, à l'exception des huiles végétales et animales. Face à la hausse de la demande intérieure et au recul de la production, les importations ont continué de croître tandis que les exportations reculaient de nouveau, conduisant à une réduction de l'excédent commercial sur un an pour le quatrième trimestre consécutif (*Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an, IAA, n° 2017/298, janvier 2017*). La diminution sur un an de l'excédent des échanges de produits transformés s'est poursuivie au 4^e trimestre 2016, pénalisant le solde global annuel, mais pas autant que pour les produits agricoles bruts dont l'excédent a été fortement impacté par la contre-performance

des exportations de céréales, notamment de blé et d'orge. En janvier 2017, pour la 1^{re} fois depuis décembre 2015, l'excédent des échanges de produits transformés repart à la hausse sur un an à la faveur de la hausse des ventes de boissons alcoolisées. Tous produits confondus, l'excédent se réduit plus avec l'UE qu'avec les pays tiers et atteint son plus bas niveau depuis 2009 (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2017*).

En janvier 2017, les prix des moyens de production agricole ainsi que des produits agricoles à la production continuent de progresser



Sources : Agreste, Insee



Janvier 2017 - n° 2017/299

Synthèses

[Retour éditorial](#)

En début de campagne 2016-2017, la croissance des exportations des vins d'appellation vers les pays tiers se poursuit

En 2016, la récolte viticole française, estimée à 43,2 millions d'hectolitres, s'est établie sous la moyenne des cinq dernières années. Sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations en volume de vins d'appellation d'origine protégée (AOP), hors Champagne, progressent à destination des pays tiers, notamment vers la Chine, alors qu'elles reculent vers l'Union européenne, comparativement à la même période de la campagne 2015-2016. Après une légère baisse en 2014/2015 et malgré des résultats contrastés à l'exportation, les prix des vins d'appellation sont repartis à la hausse en 2015-2016 et sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017.

Recul des disponibilités en vins AOP en début de campagne 2016/2017

Selon les prévisions du service de la statistique et de la prospective (SSP) au 1^{er} novembre 2016, la récolte viticole française s'élèverait à 43,2 millions d'hectolitres (hl) pour la campagne 2016-2017. La production de l'année 2016 chuterait de 10 % sur un an et de 6 % comparée à la production moyenne sur la période 2011-2015. Il s'agirait de l'une des plus faibles productions de ces 30 dernières années. Le gel de printemps qui a touché certains bassins viticoles (Champagne, Bourgogne et Val de Loire), les dégâts consécutifs à la grêle (Charente, Bourgogne-Beaujolais, Languedoc et Roussillon) ou au mildiou (Champagne et Val de Loire) ainsi que la sécheresse sur le pourtour méditerranéen ont pesé sur la production globale.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la produc-

tion mondiale de vins en 2016 serait l'une des plus faibles depuis 20 ans : 259 millions d'hl, hors jus et moûts, soit une baisse de 5 % sur un an. En Italie, l'un des principaux producteurs européens, la récolte (hors jus et moûts), reculerait de 2 % par rapport à 2015, à 48,8 millions d'hl. En Amérique du Sud, les récoltes des principaux vignobles se replieraient nettement sur un an : - 35 % en Argentine, avec une production estimée à 8,8 millions d'hl, - 21 % au Chili, avec 10,1 millions

d'hl et jusqu'à - 50 % au Brésil, soit seulement 1,4 million d'hl.

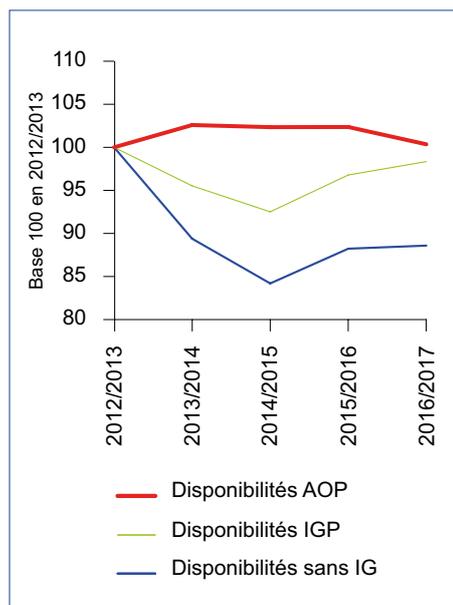
D'après les données provisoires de la Direction générale des douanes (DGDDI), les stocks français de vins à la propriété atteindraient les 29,8 millions d'hectolitres en début de campagne 2016/2017, en nette hausse par rapport à l'an dernier (+ 8 %), grâce à une récolte 2015 ayant dépassé les niveaux moyens. Les stocks seraient en hausse de 3 % pour les vins AOP,

En 2016, récolte viticole en forte baisse

Catégories de vins	2016 (millier d'hl)	2015 (millier d'hl)	Moyenne 2011-2015	2016/2015 (%)	2016/ moyenne 2011/2015 (%)
Vins AOP	20 235	21 451	20 958	- 6	- 3
Vins pour eaux-de-vie	7 605	9 479	8 418	- 20	- 10
Vins IGP	12 432	13 212	12 936	- 6	- 4
Autres vins (dont vins sans IG)	2 923	3 713	3 832	- 21	- 24
Total vins	43 195	47 856	46 144	- 10	- 6

Sources : Agreste pour 2016, DGDDI (Douanes) pour années antérieures

Baisse des disponibilités en vins AOP et hausse pour les autres vins



Source : Agreste, bilan DGDDI

à 22,3 millions d'hl, et plus encore pour ceux avec ou sans indication géographique protégée (+ 27 % pour les IGP comme les sans IG soit respectivement 1,7 et 5,8 millions d'hl).

Au final, les disponibilités (production + stocks), en début de campagne 2016/2017, estimées à 65,4 millions d'hl, diminueraient de 1 % par rapport à la campagne précédente, tous vins confondus, en raison de la faiblesse de la récolte 2016. Les disponibilités reculeraient de 2 % sur un an pour les AOP mais progresseraient pour les vins IGP (+ 2 %) et demeureraient quasiment stables pour les vins sans IG (+ 0,4 %).

Baisse des ventes de vins en vrac sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017

En cumul sur les quatre premiers mois de la campagne 2016/2017 (août à novembre 2016), les transactions de vins en vrac IGP reculent de 42 % en volume sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer. Les volumes des ventes de vins IGP rouges-rosés comme ceux de blancs baissent nettement (respectivement - 38 % et - 51 % sur un an). Les tran-

sactions en volume de vins sans IG diminuent également : - 55 % pour les rouges-rosés et - 41 % pour les blancs.

Parmi les transactions de vins IGP en volume, ce sont celles avec mention de cépage qui s'érodent le plus (- 56 % sur un an). Ces évolutions ne concernent toutefois que les premiers mois de la nouvelle campagne et portent sur des volumes minoritaires (20 % en moyenne par rapport à l'ensemble d'une campagne), encore issus de la récolte précédente.

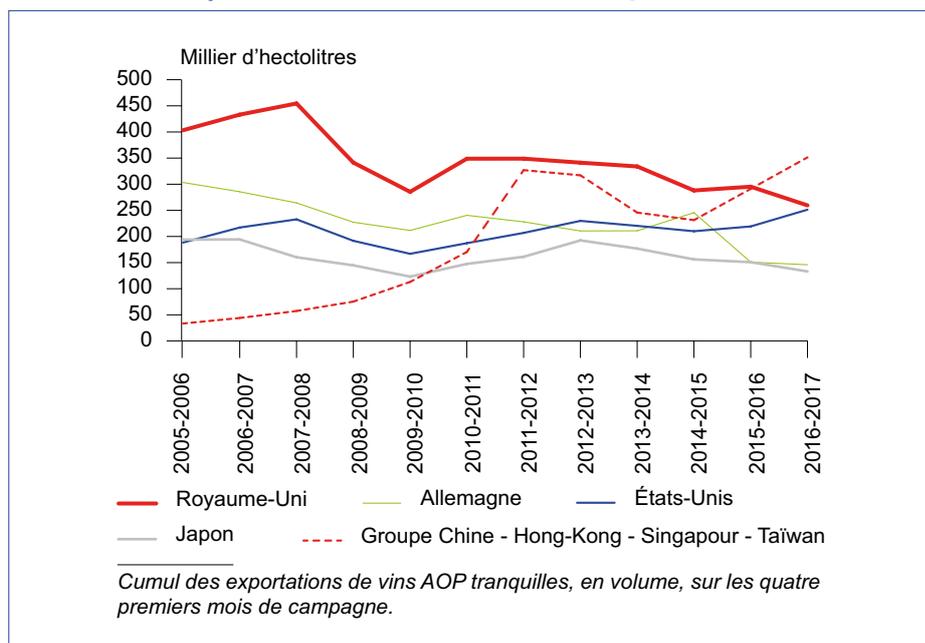
Les exportations de vins français d'appellation poursuivent leur croissance vers les pays tiers

Sur la campagne 2015-2016 (août 2015-juillet 2016), les exportations de vins, hors spiritueux, ont diminué en volume par rapport à la campagne 2014-2015 (- 3 %), confirmant le recul enregistré lors des trois campagnes précédentes. En valeur, les exportations ont toutefois progressé (+ 2 % sur un an). Cette tendance recouvre cependant des évolutions contrastées entre l'Union européenne et les pays tiers. Les volumes exportés vers l'Union européenne (UE) reculent fortement (- 6 % sur un an) alors qu'ils progressent vers les pays tiers (+ 3 %).

Sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations de vins, hors spiritueux, s'accroissent en volume et en valeur par rapport à la même période de la campagne précédente (respectivement + 2 % et + 1 %). Les volumes exportés se replient une nouvelle fois à destination de l'UE (- 4 %) alors qu'ils poursuivent leur progression vers les pays tiers (+ 10 %). Les exportations diminuent vers l'Allemagne (- 2 % en volume et - 1 % en valeur sur un an) et le Royaume-Uni (- 12 % en volume et - 15 % en valeur). Les vins tranquilles AOP sont parmi les plus affectés : - 6 % en volume vers l'UE, dont - 3 % à destination de l'Allemagne, mais les vins IGP sont également pénalisés (- 6 %).

Vers les pays tiers, la hausse des volumes exportés concerne essentiellement les vins tranquilles AOP (+ 10 % sur un an), notamment à destination des États-Unis (+ 15 %). Les volumes de vins AOP exportés vers le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan » sont de nouveau dynamiques (+ 21 %) après la baisse en 2013-2014 et 2014-2015. Vers la Chine seule, les volumes exportés de vins d'appellation de Bordeaux rouge et blanc gagnent respectivement 22 % et 64 % sur un an. En

La Chine est le premier client des vins AOP français



Source : DGDDI

direction du Japon, les exportations de vins AOP baissent de 12 %. Depuis 2015, les exportations de vins français d'appellation vers les pays tiers dépassent, en volume, celles vers l'UE.

En valeur, l'évolution des exportations de vins tranquilles AOP est différenciée entre l'Union européenne qui enregistre un repli (- 3 %) et les pays tiers qui progressent (+ 8 %), grâce notamment à une meilleure valorisation avec les États-Unis (+ 13 %).

S'agissant du Champagne, les exportations diminuent en volume (- 3 %) et en valeur (- 4 %), après plusieurs années de hausse. La baisse ne concerne que l'UE (- 7 %), les exportations vers les pays tiers enregistrant une légère croissance (+ 3 %). S'agissant du Cognac, les volumes exportés sont une nouvelle fois en augmentation (+ 7 % comparativement à la même période de 2015-2016), grâce au dynamisme des échanges avec les pays tiers, les exportations à destination de l'UE ayant reculé (- 3 % sur un an). Les volumes exportés progressent tout particulièrement

vers la Chine (+ 46 %) et les États-Unis (+ 10 %). En valeur, les ventes augmentent de 8 %, toutes destinations confondues. La valorisation est notamment importante en Chine (+ 63 % sur un an).

Recul des prix des vins sans appellation

Sur les quatre premiers mois de la campagne 2016/2017, les prix moyens des vins IGP et sans IG reculent sur un an (respectivement - 4 % et - 10 %), toutes couleurs confondues, après deux années de progression. Toutefois, les prix des vins sans IG affichent une récente tendance à la hausse depuis septembre 2016 par rapport aux mois précédents.

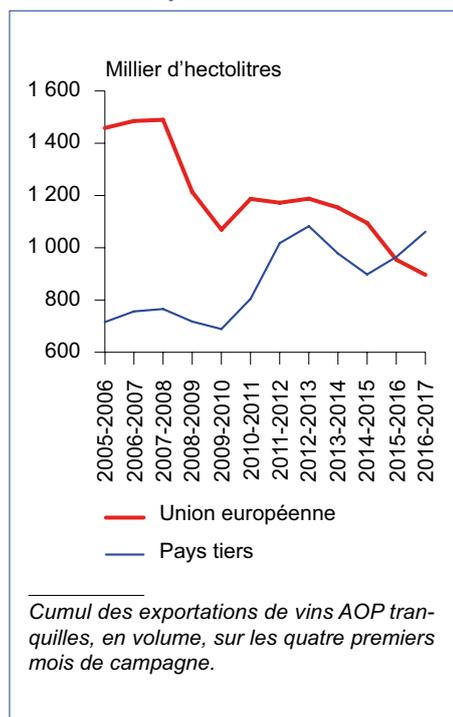
La baisse, en France, des prix des vins sans IG résulte notamment de deux facteurs : la hausse des stocks à la production et l'augmentation des importations françaises de vins sans IG espagnols dont les prix sont inférieurs à ceux des vins sans IG français (35 euros/hl contre 80 euros/hl en moyenne). Selon l'analyse comparée

des filières vitivinicoles réalisée par FranceAgriMer, dans les principaux pays producteurs, cette hausse des importations en provenance d'Espagne pourrait être consécutive à des niveaux de récolte plus élevés dans ce pays depuis 2013, ainsi qu'à une limitation des débouchés, à la suite de la suppression des aides à la distillation en période de crise et du soutien à l'enrichissement par les moûts concentrés dans le cadre de l'organisation commune de marché pour le secteur vitivinicole. La part des vins destinés à la distillation a ainsi chuté de 60 % entre 2004 et 2012 en Espagne. Cette baisse des distillations a coïncidé avec la forte hausse des importations en France, qui ont triplé depuis 2009. En outre, depuis 2011, on observe une plus grande sensibilité des importations françaises de vins espagnols sans IG aux variations des récoltes espagnoles.

Vins d'appellation : les prix demeurent fermes

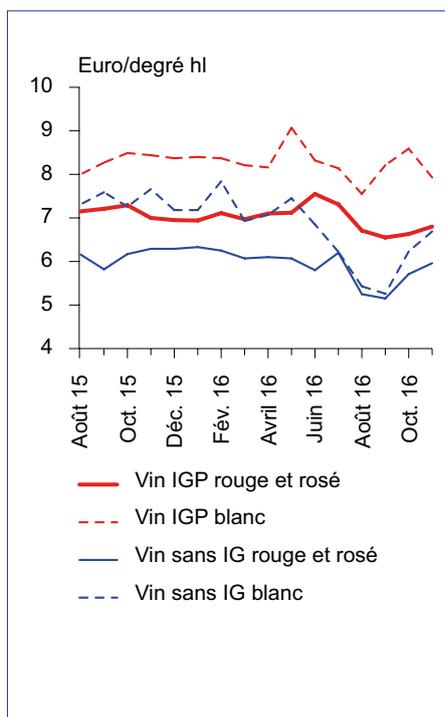
Les prix des vins d'appellation (hors Champagne) de la campagne 2015/2016 (mesurés par l'indice des

Depuis 2015, les exportations de vins AOP vers les pays tiers dépassent en volume celles vers l'Union européenne



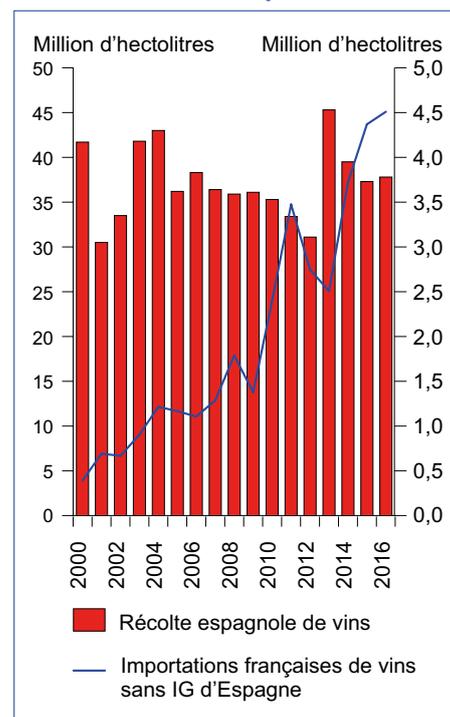
Source : DGDDI

Baisse sur un an des prix des vins IGP et sans IG



Source : FranceAgriMer, contrats d'achats

Les importations françaises de vins sans IG d'Espagne en forte croissance depuis 2009

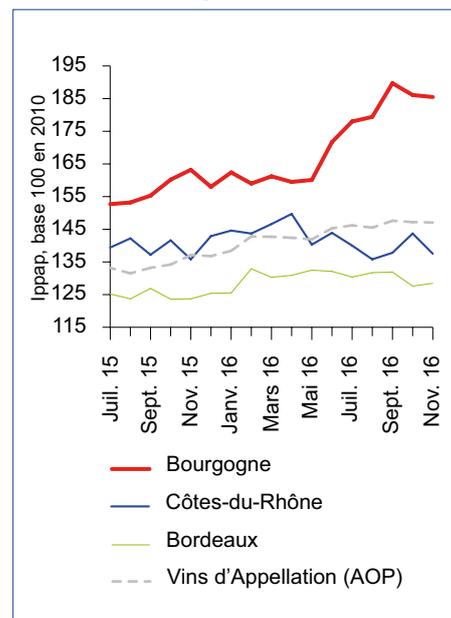


Sources : OIV et DGDDI (douanes)

prix agricoles entre août 2015 et juillet 2016) ont progressé par rapport à la campagne 2014/2015 (+ 3 %), en raison de disponibilités limitées. Les prix des vins de Bourgogne sont repartis à la hausse (+ 1 % après - 10 % en 2014-2015). Ce sont surtout les Bourgogne rouges qui ont profité de ce rebond (+ 10 %). Les prix des Côtes-du-Rhône ont, quant eux, continué de progresser (+ 2 %) de même que les appellations d'Alsace, d'Anjou-Saumur-Touraine ainsi que du Languedoc, en nette hausse sur un an (respectivement + 20 %, + 17 % et + 8 %). Enfin, les prix des vins de Bordeaux ont reculé à nouveau (- 1 %). De leur côté, les prix du Champagne ont encore augmenté (+ 1 %).

Sur les quatre premiers mois de la campagne 2016/2017, les prix des vins d'appellation, hors Champagne, sont plutôt favorablement orientés (+ 10 % par rapport à la même période de la campagne précédente). Ils augmentent dans de nombreux bassins viticoles, notamment pour les appellations de Bourgogne dont les cours gagnent 17 % sur un an, et pour celles des vignobles du Val de Loire (+ 35 %) et d'Alsace (+ 11 %). La tendance est également à la hausse pour les appellations du vignoble bordelais et du Languedoc (+ 4 % comparé à 2015).

Des prix des vins de Bourgogne particulièrement dynamiques entre mai et septembre 2016



Source : Insee - Indice des prix agricoles à la production (Ippap)

Sources et définitions

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), correspondent au stade de la première commercialisation et sont issus des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer : www.franceagrimer.fr/.
- Les prix des vins d'appellation sont mesurés par l'indice des prix agricoles à la production. Ces indices de prix sont élaborés par l'Insee à partir des ventes en vrac des vins AOP.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI).

Définition

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture agricole - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une production viticole 2016 estimée, au 1^{er} novembre, en baisse par rapport à 2015 », Infos rapides Viticulture n° 4/4, novembre 2016
- « Après deux années de baisse, rebond des exportations de vins vers les pays tiers en 2015 », Synthèses n° 2016/279, janvier 2016



Janvier 2017 - n° 2017/298

Synthèses

[Retour éditorial](#)

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an

Au 3^e trimestre 2016, malgré un léger rebond par rapport aux mois précédents, la production des IAA est restée inférieure au niveau de 2015, dans un contexte de consommation de produits agroalimentaires toujours en hausse. Comme au trimestre précédent, ce repli par rapport à 2015 concerne à la fois les boissons et les produits alimentaires, à l'exception des huiles végétales et animales. Face à la hausse de la demande intérieure et au recul de la production, les importations ont continué de croître tandis que les exportations reculaient de nouveau, conduisant à une réduction de l'excédent commercial sur un an pour le quatrième trimestre consécutif. L'emploi dans les IAA continue, quant à lui, de progresser légèrement entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016.

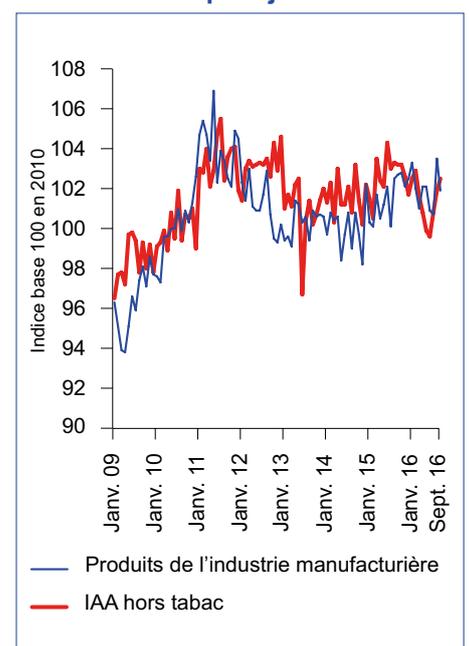
Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions calculées à partir de données brutes sont en glissement annuel, c'est-à-dire en référence au même trimestre de l'année précédente.

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond depuis juin 2016, la production en volume des IAA a diminué sur un an pour le deuxième trimestre consécutif

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, la production en volume des industries agroalimentaires s'est repliée sur un an (- 2,1 %), confirmant le renversement de tendance amorcé au 2^e trimestre (- 0,9 %), après deux années de progression. Cette nouvelle dégradation touche principalement les fabrications de produits alimentaires en baisse plus marquée qu'au trimestre précédent (- 2,3 % contre - 0,6 %). Tous les produits alimentaires sont concernés à l'exception des huiles et graisses végétales et animales en progression et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires demeurés stables sur la période.

La production en volume des IAA se redresse depuis juin 2016



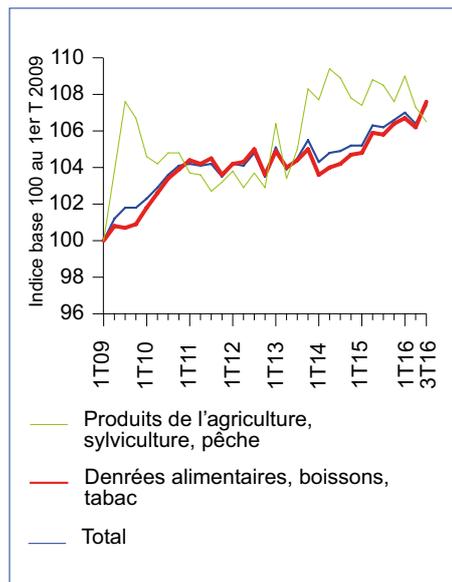
Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

De leur côté, les fabrications de boissons ont également reculé (- 1,1 %), mais à un rythme beaucoup plus modéré qu'au trimestre précédent (- 2,1 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016). Cette diminution résulte essentiellement du nouveau repli de la production de *boissons rafraîchissantes* (non alcoolisées) et de la baisse des fabrications de *champagne et mousseux*.

Au 3^e trimestre 2016, une consommation des ménages toujours bien orientée, en hausse sur un an

Après une brève stabilisation sur un an au 2^e trimestre 2016, la consommation en volume de produits agroalimentaires est repartie à la hausse au 3^e trimestre (+ 1,1 % corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)). Elle a été soutenue par les volumes de produits transformés (denrées alimentaires, boissons et tabac) consommés par les ménages, en augmentation pour le septième trimestre consécutif. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, ces derniers se sont accrus de 1,7 % en CVS-CJO, en forte progression par rapport au trimestre précédent. À l'inverse, le repli de la consommation des produits bruts de l'agriculture et de la

Au 3^e trimestre 2016, les dépenses des ménages en produits agroalimentaires ont globalement progressé en volume sur un an



Source : Insee, comptes trimestriels - Indice CVS-CJO - Traitement SSP

pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) s'est légèrement accentué (- 1,8 % en CVS-CJO contre - 1,4 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016).

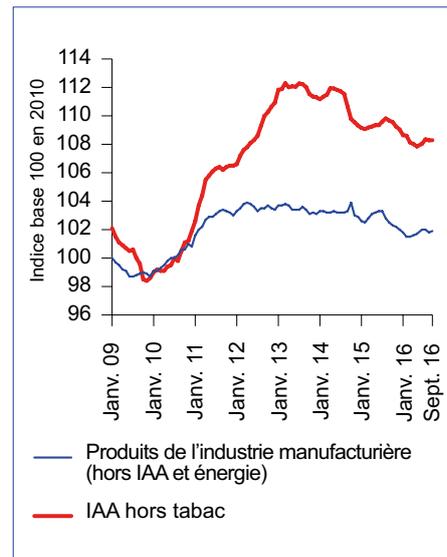
Au 3^e trimestre 2016, les prix à la production des IAA ont une nouvelle fois reculé sur un an

Au 3^e trimestre 2016, les prix à la production des IAA ont diminué de 1,3 % sur un an sous l'effet du recul des prix à la production des produits alimentaires (- 1,9 %). Malgré la baisse de la production et des prix, le chiffre d'affaires des IAA a légèrement augmenté (+ 0,4 %) (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

Au 3^e trimestre 2016, l'excédent commercial des IAA s'est réduit sur un an pour le quatrième trimestre consécutif

Au 3^e trimestre 2016, les échanges extérieurs ont de nouveau été marqués par la baisse des exportations et la hausse des importations (respectivement - 0,7 % et + 2,3 %), en grande partie avec l'Union européenne. En conséquence, l'excédent commercial des IAA s'est contracté en valeur pour le quatrième trimestre consécutif (- 13,2 %), à un rythme plus soutenu qu'aux trimestres précédents. Cette

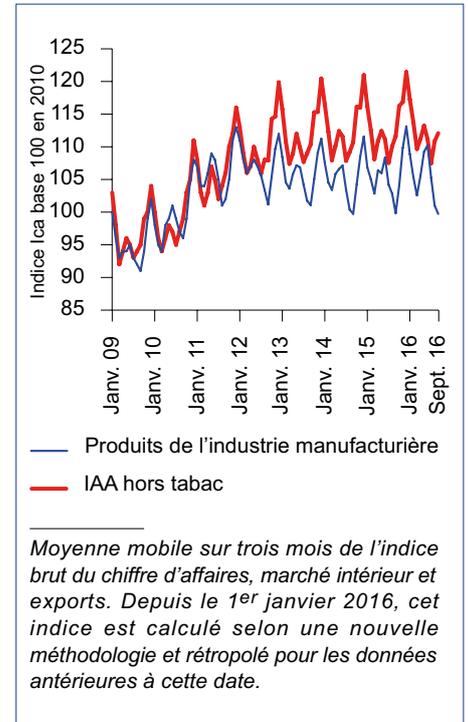
Au 3^e trimestre 2016, les prix à la production des IAA ont poursuivi leur repli sur un an



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

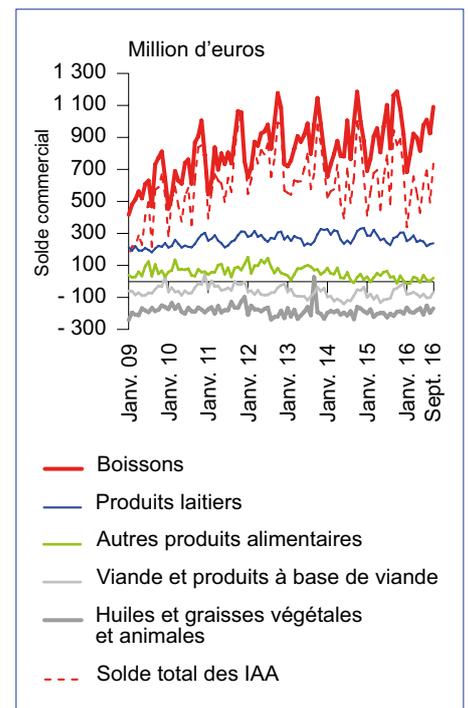
dégradation s'explique essentiellement par l'accroissement du déficit commercial des produits alimentaires

Au 3^e trimestre 2016, le chiffre d'affaires des IAA a légèrement augmenté par rapport au 3^e trimestre 2015



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (ICA)

Au 3^e trimestre 2016, l'excédent commercial des IAA a diminué sur un an



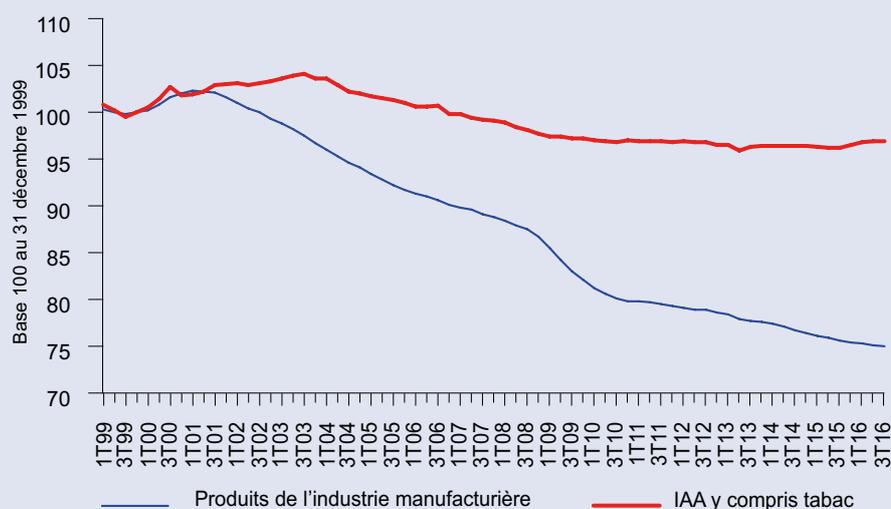
Source : DGDDI (Douanes) - données brutes

Le nombre de salariés dans les IAA s'est légèrement accru sur un an au 3^e trimestre 2016

Au 3^e trimestre 2016, les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) ont employé 551 800 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit une hausse de 0,7 % par rapport au 3^e trimestre 2015 et une

stabilisation par rapport au trimestre précédent. Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a, à l'inverse, reculé de 0,8 % sur un an, soit environ 21 500 emplois de moins. Fin septembre 2016, l'industrie manufacturière employait 2,7 millions de salariés.

Au 3^e trimestre 2016, l'emploi salarié dans les IAA a légèrement progressé sur un an



Source : Insee - Emploi en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

favorable qu'en 2015, année caractérisée par plusieurs épisodes de canicule, ainsi que par des températures estivales en dents-de-scie. La production a également de nouveau souffert de la faiblesse de la croissance économique française et de la baisse de la fréquentation des cafés, hôtels et restaurants en lien avec les attentats ayant affecté la France.

Comme pour les deux trimestres précédents, la baisse de la production de *boissons rafraîchissantes* non alcoolisées est à relativiser dans la mesure où les volumes produits au 3^e trimestre 2015 avaient fortement augmenté sur un an, atteignant même un niveau record pour la période, dans un contexte de chaleur estivale propice à la consommation de boissons. Si l'on fait abstraction de ce niveau de production exceptionnel, les fabrications de *boissons rafraîchissantes* non alcoolisées ont atteint en 2016 le deuxième niveau le plus élevé enregistré pour un 3^e trimestre depuis 2006. La production de bières a, de son côté, très légèrement progressé (+ 0,4 %). Seule la fabrication de *boissons alcooliques distillées* a augmenté (+ 2,1 %).

Le chiffre d'affaires des *boissons* a, quant à lui, fortement progressé (+ 4,5 %), la hausse des prix à la production (+ 1,9 %) ayant plus que compensé le recul de la production.

Au 3^e trimestre 2016, la dégradation en valeur de l'excédent commercial des *boissons* entamée au trimestre précédent s'est accentuée (- 2,3 % contre - 1,4 % au 2^e trimestre 2016). Ce nouveau recul s'explique par la hausse plus importante des importations que des exportations, respectivement + 80 millions d'euros (soit + 10 %) et + 8,9 millions d'euros (soit + 0,2 %). Le montant de l'excédent reste toutefois élevé sur la période.

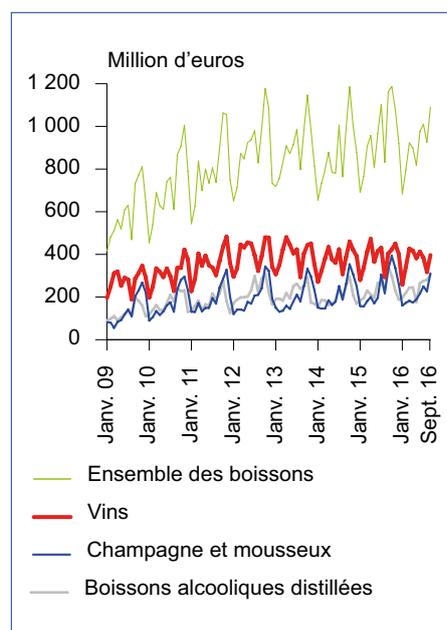
Les importations ont été tirées par les achats de vins (+ 28 %), notamment espagnols et de *boissons alcooliques distillées* (+ 8 %), principalement depuis les pays tiers, ainsi que par les achats de bières (+ 7 %), essentiellement depuis l'Union européenne. Les exportations ont, de leur côté, été soutenues par les

(+ 24,9 %), et dans une moindre mesure, par la diminution de l'excédent commercial des boissons (- 2,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif.

Au 3^e trimestre 2016, la production et l'excédent commercial des boissons ont de nouveau reculé sur un an tout en demeurant à des niveaux élevés

Au 3^e trimestre 2016, la production de *boissons* s'est contractée pour le 4^e trimestre consécutif (- 1,1 %), à un rythme cependant moins soutenu qu'au trimestre précédent. Ce repli s'explique par la poursuite de la diminution des fabrications de *boissons rafraîchissantes* non alcoolisées (- 3,6 %), ainsi que par le recul de la production de *champagne et mousseux* (- 4,6 %). Comme au 2^e trimestre 2016, la production de *boissons rafraîchissantes* non alcoolisées a été pénalisée par une météo moins

Au 3^e trimestre 2016, l'excédent commercial des boissons a reculé sur un an mais demeure à un niveau élevé



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

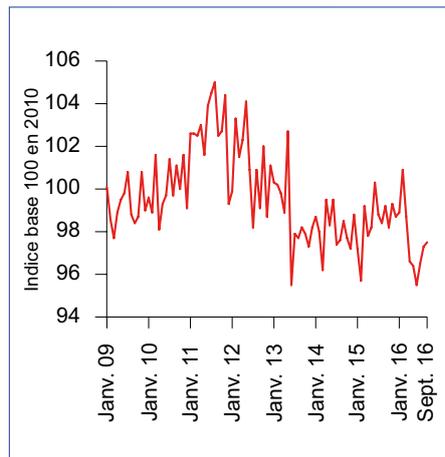
ventes de *boissons alcooliques distillées* (+ 3,8 %) et d'eaux de table (+ 9,5 %), en grande partie à destination des pays tiers. À l'inverse, elles ont été pénalisées par la chute de la demande en *champagne et mousseux* (- 7,3 %), aussi bien en provenance de l'Europe que des pays tiers.

Malgré un rebond, la production de viande et produits à base de viande au 3^e trimestre 2016 reste en deçà de 2015

Après une brève stabilisation sur un an au 2^e trimestre 2016, la production de *viande et produits à base de viande*, qui représente 30 % de la production totale des industries alimentaires, a reculé de 2,5 % au 3^e trimestre 2016. Ce repli contraste avec les hausses successives observées sur un an entre le 3^e trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2016. Il s'explique en grande partie par la poursuite de la baisse des fabrications de *viande de volaille et de produits à base de viande* (respectivement - 4,5 % et - 4,3 %). La production de *viande de volaille* a été pénalisée par l'arrêt des mises

en place de poussins et plus particulièrement de canetons du 18 janvier au 16 mai 2016 dans le Sud-Ouest de la France, à la suite de la découverte de cas d'influenza aviaire. Elle a également souffert de la concurrence étrangère, les importations de viande et préparations de volailles ayant parallèlement augmenté de 5 %. En

Au 3^e trimestre 2016, recul sur un an de la production des viandes malgré un rebond par rapport au trimestre précédent



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

rupture avec les hausses observées depuis le 3^e trimestre 2015 et en lien avec la baisse de la consommation, la production de *viande de boucherie et produits d'abattage* a également légèrement reculé (- 0,4 % en brut).

Entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016, les prix à la production des *viandes et produits à base de viande* se sont maintenus pour le 2^e trimestre consécutif, tandis que le chiffre d'affaires a poursuivi son recul sur un an entamé au 2^e trimestre 2016 (- 0,9 %) sous l'effet de la baisse de la production.

En rupture avec les améliorations constatées sur un an chaque trimestre depuis le début de l'année 2015, le déficit commercial des *viande et produits à base de viande* s'est légèrement accru en valeur au 3^e trimestre 2016 (+ 0,8 %). Cette détérioration provient d'une baisse des exportations supérieure à celle des importations (respectivement - 4,3 % et - 3,3 %). En effet, la croissance des exportations de viande de boucherie et produits d'abattages (+ 2 %) n'a pas été suffisante pour compenser la forte diminution des exportations de *viande de volailles* (- 22 %), en particulier vers l'Arabie Saoudite et, dans une moindre mesure, vers le Japon et certains pays africains. Du côté des importations, les achats de *viande de boucherie et produits d'abattages* ont significativement reculé (- 8 %) tandis que ceux de *viande de volailles* et de *produits à base de viande* ont augmenté (respectivement + 4 % et + 2 %).

Au 3^e trimestre 2016, baisse de la consommation de viande achetée par les ménages pour leur consommation à domicile

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, la baisse des volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour leur consommation à domicile observée depuis le 2^e trimestre 2014 s'est prolongée au 3^e trimestre 2016 (- 3 % sur un an, soit près de 12 300 tonnes). Les quantités achetées par les ménages ont ainsi atteint leur plus bas niveau pour un 3^e trimestre depuis 2008. Cette diminution de la consommation touche toutes les catégories de viande à l'exception des viandes d'autres espèces (gibier, etc.).

Contrairement au trimestre précédent, la viande bovine a été la plus impactée par la diminution des achats des ménages au 3^e tri-

mestre 2016 (- 7,6 % sur un an, soit - 8 366 tonnes). La consommation de viande porcine s'est également réduite pour le deuxième trimestre consécutif (- 1,4 %, soit un peu plus de 3 500 tonnes), mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (- 2,4 % entre les 2^e trimestres 2015 et 2016, soit environ - 6 000 tonnes). Le constat est le même en ce qui concerne la viande de volailles : la baisse des achats s'est poursuivie pour le deuxième trimestre consécutif (- 2,3 % entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016). Ce repli affecte toutes les catégories de viandes, à l'exception des poulets dont la consommation est restée relativement stable.

La production de produits laitiers a diminué sur un an dans un contexte de baisse de la collecte de lait, de repli de la consommation intérieure et des exportations, et de prix toujours en baisse

Dans un contexte de baisse de la collecte (- 3,2 % entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016) en lien notamment avec la sécheresse estivale ayant touché le pays, la production de *produits laitiers* s'est contractée au 3^e trimestre 2016 (- 2,3 %), malgré une hausse par rapport au trimestre précédent. Toutes les catégories de produits sont affectées par ce repli, en particulier les fabrications de *fromages*

Au 3^e trimestre 2016, recul de la consommation des produits laitiers achetés par les ménages pour leur consommation à domicile

Selon le panel Kantar pour FranceAgriMer, les volumes de produits laitiers achetés par les ménages pour leur consommation à domicile se sont repliés sur un an au 3^e trimestre 2016. Cette baisse de la consommation touche toutes les catégories de produit, contrairement aux quatre trimestres précédents. Les achats de beurre et de fromages se sont réduits (respectivement - 2,6 % et - 1 %) après

avoir progressé au 2^e trimestre. Les volumes de produits frais, tels que les fromages frais et yaourts frais, ont, de leur côté, diminué de 2 % après une brève stabilisation au 2^e trimestre 2016. Le recul des achats de lait de consommation et de crème s'est, quant à lui, accéléré (respectivement - 3,6 % et - 5,1 % contre - 1,9 % et - 0,4 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016).

(- 2 % en brut), de laits secs (- 4,6 %) et de glaces et sorbets (- 11,6 %). La baisse du chiffre d'affaires s'est, de son côté, amplifiée sous l'effet conjoint du recul de la production et de la poursuite de la diminution des prix à la production pour le septième trimestre consécutif (- 4,2 % sur un an).

Au 3^e trimestre 2016, l'excédent commercial en valeur des produits laitiers s'est une nouvelle fois dégradé sur un an (- 6,4 %), mais à un rythme plus modéré qu'aux trois trimestres précédents. Cette détérioration du solde commercial s'explique, comme au trimestre précédent, par une baisse des importations inférieure en valeur à celle des exportations (respectivement - 1,5 % et - 3,8 %). La diminution des exportations de poudre de lait écrémé est de nouveau particulièrement sensible (- 25,3 % en valeur et - 13 % en volume) - en raison notamment du recul important de la demande européenne et égyptienne. Les ventes de poudre grasse, de fromages et de glaces et sorbets reculent également en valeur, mais dans une moindre proportion, en raison de la baisse des achats européens. Seules les exportations de produits frais (yaourts, desserts lactés, etc.) ont légèrement progressé (+ 2 % en valeur), tant vers l'Union européenne que vers les pays tiers.

Du côté des importations, la diminution a essentiellement concerné le lait

en poudre écrémé (- 17 % en valeur). À l'inverse, les achats de beurre et de produits frais se sont accrus, tant en valeur qu'en volume tandis que ceux de fromages augmentaient en valeur mais se réduisaient en volume.

Au 3^e trimestre 2016, le déficit commercial des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est de nouveau réduit sur un an

Contrairement aux deux trimestres précédents, caractérisés par une baisse des fabrications sur un an, la production de produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires est restée stable entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016. La hausse des fabrications de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation (+ 1,4 %), qui représentent l'essentiel du poste (78 %), a en effet compensé le fort recul de la production de pâtes alimentaires (- 4,9 %). Cette dernière a été pénalisée par une production nationale de blé dur en baisse ainsi que par des problèmes de qualité des grains. Par ailleurs, les fabrications de pâtes alimentaires ont pu ralentir après le niveau record enregistré au 2^e trimestre 2016.

Les prix à la production ont, pour leur part, poursuivi la baisse sur un an engagée au troisième trimestre 2014 (- 1 %), à un rythme toutefois un peu moins soutenu qu'au trimestre pré-

cédent. En dépit du recul des prix et de la stabilisation de la production, le chiffre d'affaires du secteur a progressé (+ 5,1 %) (encadré Sources, définitions et méthodes - point 3).

Du côté des échanges, les exportations de produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires ont été beaucoup plus dynamiques que les importations, conduisant à une réduction sensible du déficit commercial sur un an (- 30,5 %) pour le troisième trimestre consécutif. Les échanges de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation ont été très dynamiques (+ 19 % d'exportations et + 7 % d'importations en valeur sur un an). À l'inverse, ceux de pâtes alimentaires ont reculé (respectivement - 17 % et - 10 %). En volume, le déficit a également reculé grâce à la hausse des exportations, notamment de pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches et de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation, et à la stabilisation des importations.

Au 3^e trimestre 2016, nouvelle baisse de la production des produits à base de fruits et légumes

En recul sur un an depuis le 2^e trimestre 2015, la production de produits à base de fruits et légumes a une nouvelle fois diminué au 3^e trimestre 2016 (- 3,6 %), atteignant même son niveau le plus bas depuis 2006 pour un 3^e trimestre. Ce repli s'explique par la baisse des fabrications de préparations et conserves de légumes (- 5,5 %), qui représentent la moitié du poste, ainsi que par celle des préparations et conserves à base de pommes de terre (- 2,4 %), en lien avec la hausse des prix des pommes de terre. Les préparations et conserves de légumes ont, de leur côté, reculé sous l'effet d'une météo pluvieuse et froide au printemps qui a pénalisé les premières récoltes de légumes d'été, puis, à partir de juillet, d'un climat sec qui a freiné le développement végétatif des parcelles non irriguées. Seules les fabrications de préparations et conserves de fruits sont légèrement reparties à la hausse (+ 0,6 %) après un bref recul enregistré au 2^e trimestre 2016.

Malgré le fléchissement conjoint de la production et des prix à la production (- 3,3 %), le chiffre d'affaires de l'ensemble des *produits à base de fruits et légumes* a augmenté (+ 1,4 %) (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

L'aggravation sur un an du déficit commercial en valeur des *produits à base de fruits et légumes*, constatée depuis 2015, s'est poursuivie au 3^e trimestre 2016 (+ 10,1 % en valeur), mais à un rythme moins prononcé qu'au trimestre précédent (+ 12,5 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016). Cette nouvelle dégradation résulte d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations, tant en valeur qu'en volume, et ceci quelles que soient les catégories de produits.

Au 3^e trimestre 2016, la baisse de la production des produits du travail des grains et produits amylicés a ralenti sur un an

Au 3^e trimestre 2016, le repli de la production des *produits du travail des grains et produits amylicés* entamé au trimestre précédent a été moins marqué (- 1,6 % contre - 2,7 % au 2^e trimestre). Cette diminution s'explique, pour le deuxième trimestre consécutif, par la poursuite du recul de la production de *produits amylicés* (- 4,9 %). La production de *produits issus du travail des grains* est, quant à elle, restée stable, les fabrications de *céréales transformées* et de *farine* ayant peu varié.

Dans le sillage de la diminution des cours des céréales, les prix à la production des *produits du travail des grains et produits amylicés* ont reculé sur un an (- 2,7 %), prolongeant les baisses entamées fin 2013. Pénalisé par le repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires s'est une nouvelle fois réduit (- 0,9 %).

Entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016, la dégradation en valeur sur un an de l'excédent commercial des *produits du travail des grains et produits amylicés* entamée début 2014 s'est atténuée par rapport au trimestre précédent (- 9,3 % contre - 12,8 % au 2^e trimestre) grâce à la

hausse moins marquée des importations (+ 2,4 % versus + 10,1 %). En volume, l'excédent commercial s'est également contracté (- 4,3 %) principalement sous l'effet de la baisse des exportations et de la hausse des importations de *produits amylicés*, rompant avec les croissances affichées depuis le dernier trimestre 2015.

Seule la production du secteur des huiles et graisses végétales et animales a progressé sur un an

Pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2015, et contrairement aux autres productions, la production d'*huiles et graisses végétales et animales* s'est accrue au 3^e trimestre 2016 (+ 2 %). Cette augmentation résulte en partie de la hausse de la trituration de graines de tournesol dans un contexte de recul des prix de ces graines et de hausse des disponibilités mondiales et des importations françaises. Les prix à la production se sont, quant à eux, repliés (- 3,9 %), prolongeant la baisse entamée fin 2013 et conduisant à une nouvelle diminution du chiffre d'affaires (- 1,6 %).

Entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016, le déficit commercial des *huiles et graisses végétales et animales* s'est réduit sur un an, tant en valeur qu'en volume (environ - 20 % chacun), pour le troisième trimestre consécutif. Cette amélioration s'explique par la baisse des importations couplée au dynamisme des exportations (respectivement - 11,3 % et + 7,3 % en valeur et - 14,9 % et + 3 % en volume).

L'excédent commercial des autres produits alimentaires s'est nettement détérioré sur un an

En rupture avec les hausses sur un an observées depuis le 2^e trimestre 2015, les fabrications des *autres produits alimentaires*, deuxième poste le plus important dans la production des IAA après les viandes, se sont contractées au 3^e trimestre 2016 (- 2,5 %). Elles ont été pénalisées par le recul conjugué de la production de sucre (y compris mélasse) (- 12,7 %), lié à une moindre récolte de betteraves

en 2015, et de la fabrication des *autres produits alimentaires non classés ailleurs* (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons, ...) (- 6,2 %) et de *café et thé transformés* (- 11,7 %). Les fabrications d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* ont, à l'inverse, renoué avec la croissance (+ 9 %), après une brève stabilisation lors du trimestre précédent. La production de *cacao, chocolat et produits de confiserie* a également légèrement progressé (+ 0,9 %).

Malgré le recul de la production et la nouvelle baisse des prix à la production, le chiffre d'affaires a légèrement augmenté, mais de façon beaucoup moins marquée qu'aux trimestres précédents (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'excédent commercial en valeur des *autres produits alimentaires* s'est significativement réduit sur un an au 3^e trimestre 2016 (- 72,9 %). Les importations ont en effet augmenté beaucoup plus vite que les exportations (respectivement + 7,2 % et + 2,4 %), en particulier depuis les autres pays de l'Union européenne. La hausse des importations est particulièrement marquée pour le *cacao, chocolat et produits de confiserie* (+ 12 %), et dans une moindre mesure pour les *café et thé transformés* et les *plats préparés*. En volume, l'excédent commercial s'est également de nouveau contracté (- 13 %) sous l'effet de la poursuite de la baisse des exportations de *sucre* (- 8,7 %), et de l'augmentation des importations de la plupart des produits.

Au 3^e trimestre 2016, repli de la production d'aliments pour animaux sur un an

Au 3^e trimestre 2016, la production d'*aliments pour animaux* s'est contractée (- 4,5 % contre - 3,9 % au trimestre précédent), prolongeant la baisse observée sur un an depuis le 2^e trimestre 2013. Comme au trimestre précédent, la diminution conjointe de la production d'*aliments pour animaux de ferme* et d'*aliments pour animaux d'agrément* a contribué à ce recul.

La baisse des fabrications d'*aliments pour animaux de ferme* touche l'ensemble des aliments destinés aux ruminants et aux volailles, à l'exception des aliments pour les ovins, caprins et dindes. Ce moindre recours aux *aliments pour animaux de ferme* s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : la crise dans le secteur laitier, la baisse des cours des céréales et des tourteaux de soja qui a pu favoriser le recours à des aliments produits à la ferme, la baisse soutenue des exportations de volailles vers les pays tiers (Moyen-Orient notamment), et le ralentissement de la production dans la filière palmipède.

Dans le sillage des cours des céréales, le recul des prix à la production des *aliments pour animaux*, débuté fin 2013, s'est prolongé au 3^e trimestre 2016 (- 4,9 %), à un rythme toutefois plus modéré qu'au trimestre précédent (- 5,5 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016). Sous l'effet de la baisse conjuguée de la production et des prix, le chiffre d'affaires s'est de nouveau contracté (- 4,9 %).

Au 3^e trimestre 2016, la dégradation sur un an de l'excédent commercial des *aliments pour animaux*, débutée fin 2015 a été beaucoup plus marquée qu'au 2^e trimestre (- 28,8 % en valeur contre - 12,9 %). Elle provient du fort repli des exportations vers l'Union européenne (- 22,2 %) couplé à la hausse des importations, tant depuis l'Union européenne que des pays tiers (respectivement + 4,5 % et + 28,7 %). En volume, l'excédent s'est également significativement réduit (- 29,9 %) en raison d'une baisse des

quantités exportées vingt fois plus importante que celle des quantités importées. Comme au trimestre précédent, cette détérioration du solde

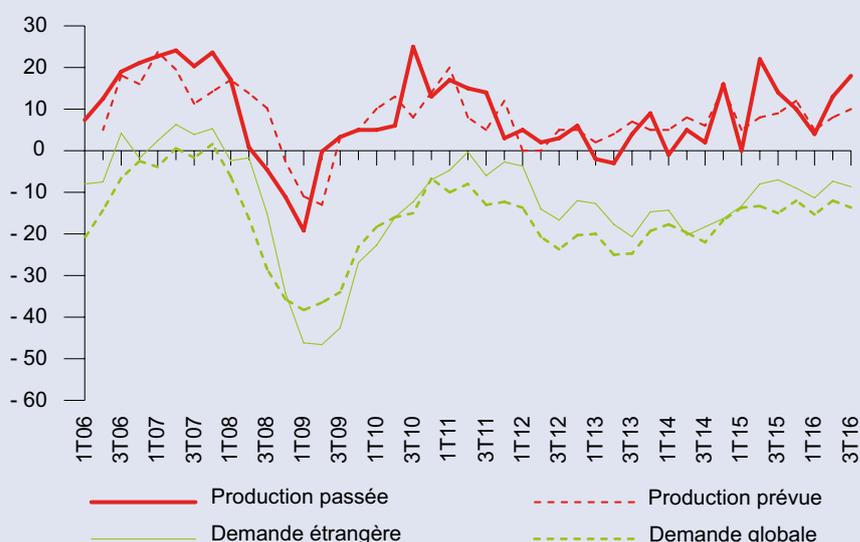
extérieur résulte essentiellement de la baisse des ventes d'*aliments pour animaux d'agrément* (- 23,2 % en valeur et - 26,9 % en volume).

Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, la production des IAA a augmenté au 3^e trimestre 2016 par rapport au 2^e trimestre. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont en revanche jugés infé-

rieurs à la normale pour la saison. Par ailleurs, si les perspectives personnelles de production pour le 4^e trimestre 2016 restent positives, elles sont moins marquées qu'au trimestre précédent.

Au 3^e trimestre 2016, les carnets de commande se sont légèrement dégaînés par rapport au trimestre précédent



Les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Recul de la production des IAA entre les 3^{es} trimestres 2015 et 2016

	Poids dans la production	3 ^e trimestre 2016/3 ^e trimestre 2015 (%)						3 ^e trimestre 2016	3 ^e trimestre 2015
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut			Brut	
Produits des industries alimentaires	86,6	- 2,3	- 1,7	- 1,9	- 0,2	- 1,3	1,6	- 1 105	- 884
Viande et produits à base de viande	30,1	- 2,5	- 1,8	- 0,1	- 0,9	- 4,3	- 3,3	- 271	- 269
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 2,0	- 1,6	3,7	6,0	- 3,6	3,5	- 810	- 770
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 3,6	- 2,3	- 3,3	1,4	3,7	7,3	- 690	- 627
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	2,0	1,7	- 3,9	- 1,6	7,3	- 11,3	- 517	- 643
Produits laitiers	16,5	- 2,3	- 2,3	- 4,2	- 3,4	- 3,8	- 1,5	692	739
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 1,6	- 1,3	- 2,7	- 0,9	- 2,4	2,4	255	281
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	0,0	0,6	- 1,0	5,1	11,4	3,2	- 73	- 105
Autres produits alimentaires	23,5	- 2,5	- 1,7	- 1,4	0,5	2,4	7,2	32	120
Aliments pour animaux	6,7	- 4,5	- 3,9	- 4,9	- 4,9	- 15,5	6,7	276	388
Boissons	13,4	- 1,1	0,6	1,9	4,5	0,2	10,0	3 026	3 098
IAA hors tabac	100	- 2,1	- 1,4	- 1,3	0,4	- 0,7	2,3	1 922	2 213

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Poids dans la production	2 ^e trimestre 2016/2 ^e trimestre 2015 (%)						2 ^e trimestre 2016	2 ^e trimestre 2015
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut			Brut	
Produits des industries alimentaires	86,6	- 0,6	- 2,7	- 1,8	0,0	- 0,7	1,3	- 1 098	- 943
Viande et produits à base de viande	30,1	- 0,1	- 2,6	0,0	- 2,2	- 4,3	- 8,9	- 256	- 336
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	0,7	- 1,1	2,7	7,6	11,8	0,3	- 747	- 765
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 5,1	- 7,5	- 2,9	2,5	- 0,1	7,0	- 735	- 653
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 1,7	- 1,5	- 3,4	- 2,6	6,7	- 2,7	- 556	- 599
Produits laitiers	16,5	0,0	- 1,3	- 4,4	- 2,4	- 6,0	- 4,3	752	815
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 2,7	- 4,4	- 2,4	- 2,1	0,6	10,1	237	272
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 2,8	- 3,9	- 0,6	3,9	13,2	7,6	- 109	- 123
Autres produits alimentaires	23,5	1,0	- 1,0	- 0,7	2,2	1,3	6,5	52	144
Aliments pour animaux	6,7	- 3,9	- 6,0	- 5,5	- 3,8	- 5,1	5,2	263	303
Boissons	13,4	- 2,1	- 3,6	1,4	0,4	- 0,3	3,2	2 691	2 731
IAA hors tabac	100	- 0,9	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,6	1,5	1 593	1 788

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Poids dans la production	1 ^{er} trimestre 2016/1 ^{er} trimestre 2015 (%)						1 ^{er} trimestre 2016	1 ^{er} trimestre 2015
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut			Brut	
Produits des industries alimentaires	86,6	1,0	0,4	- 1,1	1,5	- 1,2	1,2	- 899	- 715
Viande et produits à base de viande	30,1	2,8	2,2	0,4	- 0,1	- 3,5	- 7,5	- 225	- 290
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	4,7	3,1	3,2	9,8	- 1,7	6,9	- 674	- 613
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 0,6	- 2,7	- 3,4	3,8	- 5,3	6,8	- 679	- 581
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 4,1	- 4,7	- 1,7	0,8	10,1	- 1,7	- 552	- 595
Produits laitiers	16,5	2,8	1,7	- 3,8	- 3,1	- 7,1	- 3,7	804	894
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,6	1,3	4,1	242	250
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 2,7	- 3,8	- 0,8	7,2	12,9	2,0	- 95	- 135
Autres produits alimentaires	23,5	0,4	1,3	0,5	4,3	1,3	3,9	1	50
Aliments pour animaux	6,7	- 3,2	- 4,3	- 2,5	- 2,9	- 2,7	5,0	278	304
Boissons	13,4	- 0,2	0,0	1,7	0,7	3,7	10,6	2 403	2 363
IAA hors tabac	100	0,8	0,4	- 0,6	1,4	0,2	1,9	1 504	1 648

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Poids dans la production	Année 2015/Année 2014 (%)						2015	2016
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut			Brut	
Produits des industries alimentaires	86,6	0,9	0,7	- 1,9	- 0,3	0,4	1,8	- 3 237	- 2 776
Viande et produits à base de viande	30,1	0,5	0,3	- 1,9	- 0,1	- 0,5	- 3,9	- 944	- 1 142
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,2	1,2	0,2	2,7	11,0	4,7	- 2 910	- 2 827
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 4,7	- 4,1	- 2,2	2,3	- 3,2	2,1	- 2 512	- 2 355
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	2,3	2,3	- 0,5	- 4,7	4,8	4,7	- 2 414	- 2 307
Produits laitiers	16,5	- 0,3	- 0,9	- 2,9	- 3,7	- 7,0	- 9,7	3 343	3 491
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	3,0	0,7	- 3,9	- 1,8	- 0,7	3,6	1 047	1 121
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	3,8	3,9	- 0,7	1,7	4,8	8,1	- 493	- 406
Autres produits alimentaires	23,5	2,8	2,8	- 2,0	1,9	3,9	5,5	349	447
Aliments pour animaux	6,7	- 0,6	- 1,0	- 2,8	- 1,5	9,7	12,5	1 296	1 202
Boissons	13,4	4,1	3,4	0,6	2,2	8,0	5,0	11 378	10 453
IAA hors tabac	100	1,5	1,3	- 1,5	0,0	2,8	2,1	8 141	7 677

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

IAA 2014 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante et grandissante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 88 000 unités légales en 2014 (+ 2,4 % par rapport à 2013) et employaient 693 600 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 2,2 %) (chiffres arrêtés le 10 août 2016). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial) comptaient 17 600 unités, en progression de 8,8 % par rapport à 2013, et 418 000 salariés au 31 décembre 2014 (- 3,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe une place importante et grandissante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et

40 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 37 % et 38 % en 2013). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 14 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2014

Secteur d'activité (Naf rév.2.)	Unités légales	Salariés		Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée (2)
		ETP (1)	Au 31 décembre	Total	dont à l'exportation	
	Nombre		Million d'euros	%	Million d'euros	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	87 957	693 640	780 921	359 729	18,9	52 979
Industries agroalimentaires	17 647	382 284	418 332	171 465	21,1	33 849
Industries alimentaires	14 595	339 856	368 675	143 756	19,6	26 440
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 284	100 466	107 945	34 575	9,7	6 016
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	327	10 954	12 480	3 512	8,7	640
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 397	21 063	22 381	7 158	20,1	1 559
Fab. huile et graisse végétale & animale	277	3 280	3 523	7 699	34,6	482
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	59 847	31 869	24,0	4 820
Travail des grains ; fabrication prod. amylacés	425	13 335	14 359	7 231	42,5	1 370
Fabrication prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 932	43 770	48 305	11 866	15,3	3 429
Fabrication autres produits alimentaires	5 248	73 892	81 168	26 426	21,3	6 348
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	18 667	13 420	16,7	1 776
Fabrication de boissons	3 051	42 429	49 657	27 710	29,2	7 409
Commerce de gros de produits agroalimentaires	25 733	168 654	187 840	175 183	18,0	13 509
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	6 047	39 733	43 153	63 048	20,1	3 322
Com. gros prod. alim. & boissons	19 686	128 921	144 687	112 135	16,9	10 187
Artisanat commercial	44 578	142 701	174 748	13 081	0,6	5 619
Charcuterie	5 141	11 006	13 234	1 453	0,5	423
Cuisson de produits de boulangerie	3 326	7 178	8 945	730	0,5	126
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 438	111 587	136 617	9 741	0,4	4 566
Pâtisserie	4 673	12 931	15 952	1 158	2,3	504

1. En équivalent temps plein 2. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : Industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2014, traitements SSP - Agrégats au 10 août 2016

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

■ Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Elaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an », Synthèses n° 2016/296, octobre 2016
- « Au 1^{er} trimestre 2016, la production en volume des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2015 », Synthèses n° 2016/292, juillet 2016
- « En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive », Synthèses n° 2016/286, mai 2016
- « Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an », Synthèses n° 2015/280, février 2016
- « Au 2^e trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 2^e trimestre 2014 », Synthèses n° 2015/277, octobre 2015

Les primeurs IAA :

- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - La prévention et la lutte contre le réchauffement climatique progressent en 2014 », Agreste primeur n° 339, octobre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », Agreste primeur n° 338, septembre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n° 330, novembre 2015

Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>



En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau

En 2016, les abattages de volailles se sont réduits de 3 %, principalement sous l'effet de l'influenza aviaire. Toutes les espèces sont concernées à l'exception de la dinde, dont les abattages se sont repliés légèrement en têtes mais ont progressé en poids. La production 2016 a pâti à la fois du recul des exportations, lié en partie à la crise aviaire, de la progression ininterrompue des importations, notamment de poulet, et de la contraction marquée des achats des ménages pour leur consommation. Le solde des échanges extérieurs, fortement excédentaire dans les années 2000, continue ainsi de se dégrader jusqu'à devenir en 2016, déficitaire en volume et en valeur.

Repli de la production française de volailles en 2016

En 2016, les abattages de volailles (1,66 million de tec, toutes espèces confondues) ont diminué de 3 % par rapport à 2015. Ce recul prolonge une tendance de long terme, malgré la relative stabilisation observée depuis la crise de l'influenza aviaire ayant affecté le poulet en 2006.

La quasi-totalité des espèces a enregistré un repli en 2016. Les abattages de poulets (1,03 million de tec) ont reculé par rapport à 2015 (- 2 %), tout en restant proches de la moyenne des cinq dernières années, de même que ceux de canards (0,2 million de tec), en baisse encore plus marquée (- 16 %), à la suite de l'épisode d'influenza aviaire survenu dans le

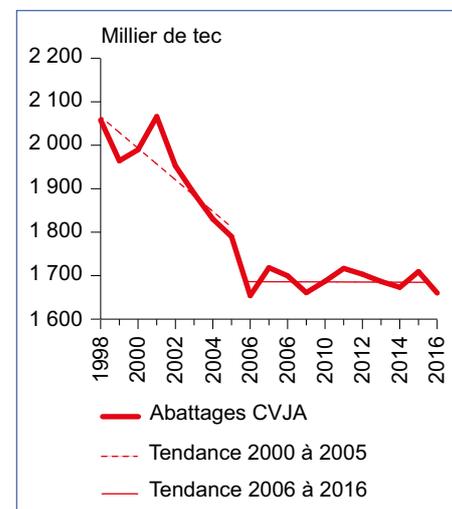
Sud-Ouest fin 2015-début 2016. Seuls les abattages de dindes ont progressé (+ 3 %), après avoir atteint en 2015 leur niveau le plus bas depuis 1998.

En 2016, les abattages de volailles sont en repli en tec, à l'exception des dindes

En millier de tec	2016	2016/15 %
Poulets	1 026,2	- 1,6
Poules	44,0	- 8,3
Dindes	350,7	3,0
Canards à rôtir	94,1	- 1,4
Canards *	103,1	- 25,7
Pintades	32,5	- 1,1
Total volailles de chair	1 660,3	- 2,8

* Y compris foie.
Source : Agreste

Bien que relativement stables depuis 2006, les abattages de volailles en 2016 s'inscrivent dans une tendance à la baisse depuis 1998

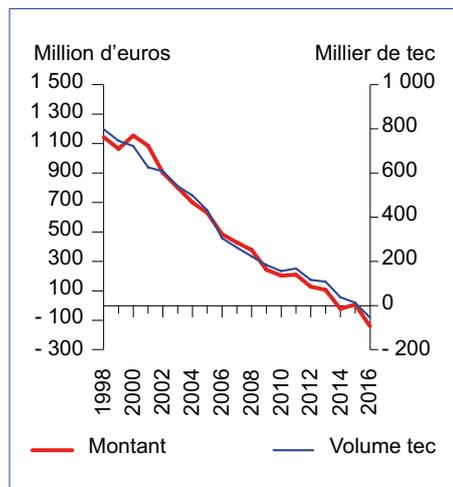


Source : Agreste

En 2016, le solde du commerce extérieur de viandes de volaille est devenu déficitaire en volume et en valeur

Largement excédentaire jusqu'au début des années 2000, de plus d'un milliard d'euros et de plus de 700 milliers de tec, le solde des échanges extérieurs de viandes de volaille n'a cessé depuis de se dégrader, à l'exception d'un léger rebond en 2011. En 2016, le solde des échanges en volume est devenu négatif pour la première fois (- 54 000 tec contre + 13 000 tec en 2015) en raison d'échanges de poulets toujours plus déficitaires depuis 2014 et d'importations importantes de viandes de canard. Le solde des échanges en valeur a de ce fait été significativement déficitaire, avec - 139 millions d'euros.

En 2016, le solde des échanges extérieurs de viandes de volailles est déficitaire en volume et en valeur

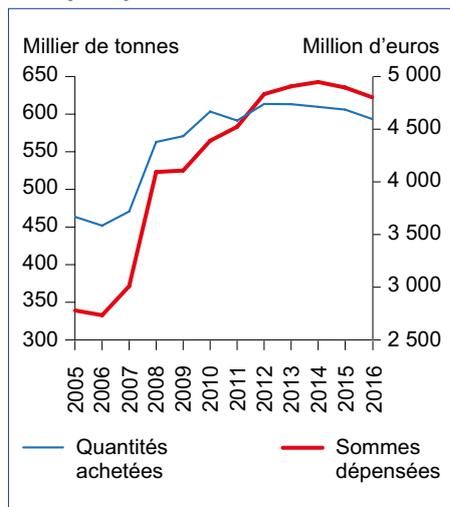


Source : DGDDI (douanes)

Une consommation intérieure marquée en 2016 par le recul des achats de viandes de volailles par les ménages

En 2016, selon le panel de consommateurs Kantar Wordlpanel pour FranceAgriMer, les achats de viandes de volailles par les ménages pour leur consommation à domicile ont reculé en quantité pour la troisième année consécutive (- 2,1 %) ainsi qu'en valeur pour la deuxième année d'affilée (- 1,9 %) et de façon plus marquée

En 2016, les achats de volailles de chair par les ménages pour leur consommation sont en repli plus marqué qu'en 2015



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

qu'en 2015. Ce repli est également plus important que celui des achats de l'ensemble de viandes de boucherie (- 1,7 % en volume et - 0,8 % en valeur). Les achats de viandes de poulet ont été quasiment stables en quantité (- 0,1 %), tout en progressant très légèrement en valeur (+ 0,3 %) tandis que ceux de viandes de dinde se repliaient à la fois en volume et en valeur (respectivement - 3,2 % et - 4,6 %).

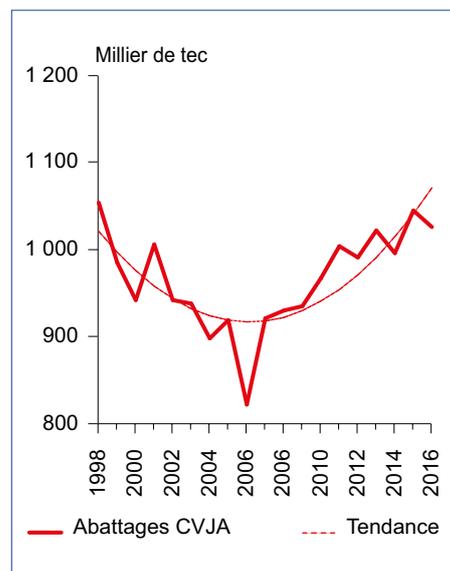
De son côté, la consommation de volailles calculée par bilan (consommation = abattages + importations viandes - exportations viandes - variations de stocks) qui concerne non seulement la consommation à domicile mais également celle hors foyer, a progressé en 2016 (+ 4,4 %).

En 2016, les abattages de poulets ont marqué un repli de 2 %, sur fond de hausse tendancielle depuis 2007

En 2016, les abattages de poulets se sont réduits de près de 2 % sur un an, après le niveau élevé atteint en 2015. Ils demeurent tout de même orientés à la hausse depuis la reprise de 2007. En 2006, l'épizootie d'influenza aviaire avait fait chuter la production de poulet, réduisant les abattages de 11 % par rapport à 2005. Ces derniers s'étaient redressés l'année suivante,

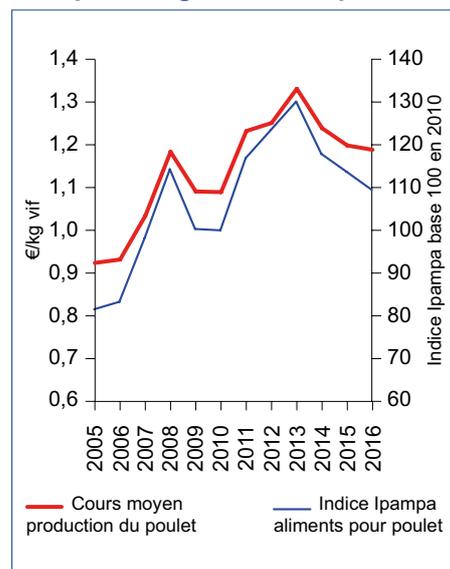
retrouvant dès 2007, le niveau antérieur à la crise, puis progressant de 1,6 % par an en moyenne jusqu'en 2015 où les volumes de poulets abattus ont atteint 1,04 million de tec se hissant quasiment au niveau record de 1998. Au sein d'une filière très intégrée, les cours à la production du poulet sont en recul au même titre que les coûts d'élevage depuis 2014.

Léger repli des abattages de poulet en 2016



Source : Agreste

Les cours à la production du poulet se replient légèrement depuis 2014

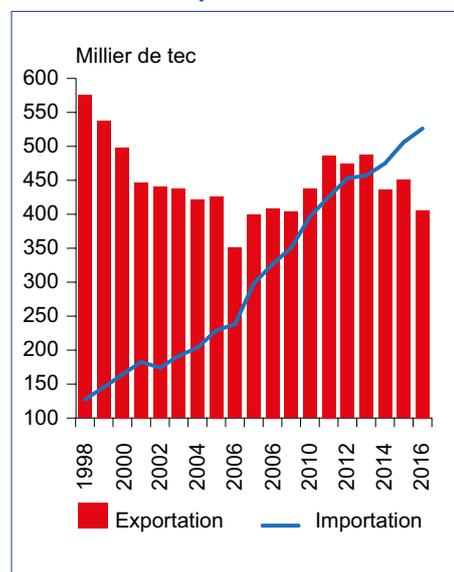


Sources : Agreste, Insee

La fermeture de débouchés dans les pays tiers due à l'influenza aviaire et la poursuite des pertes de marché avec le Moyen-Orient ont pesé sur les exportations de viandes de poulet

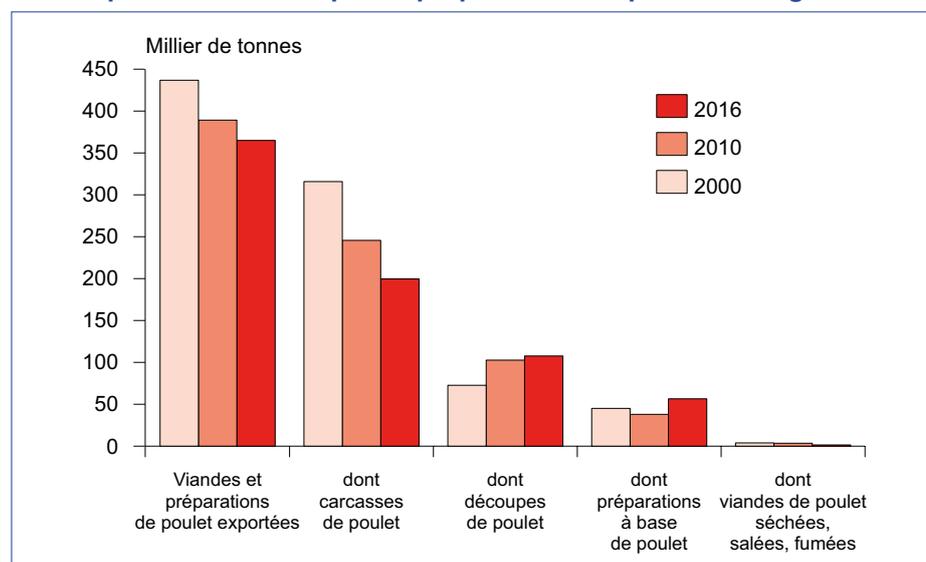
En 2016, les exportations de viande et préparations de poulet se sont repliées (- 10 % en volume). La situation est toutefois contrastée selon les destinations : en progression vers l'Union européenne (+ 6 %, soit + 8 600 tec) et en recul vers les pays tiers (- 18 %, avec - 53 300 tec). Au sein de l'Union, les envois se sont

En 2016, repli des exportations et nouvelle hausse des importations de viandes de poulet



Sources : Agreste, Insee

2016 exportation : découpes et préparations de poulet en augmentation



Source : DGDDI (douanes)

accrus vers l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Italie tandis qu'ils baissaient vers la Belgique et l'Espagne.

À la suite de l'épidémie d'influenza aviaire de la fin 2015, l'Afrique du Sud a fermé ses frontières aux poulets français en 2016 tandis que la Chine réduisait ses achats de 40 %. Dans le même temps, la baisse des commandes a également été sensible de la part des pays du Moyen-Orient (- 16 %), avec lesquels la France enregistre des baisses de part de marché depuis plusieurs années.

À l'exportation, les découpes et préparations de poulet sont en constante progression

Depuis les années 2000, les divers conditionnements des viandes françaises de poulet à l'exportation ont évolué (encadré). Les carcasses entières de poulet, qui représentaient plus de 72 % de l'ensemble en 2000, ne totalisaient plus que deux tiers du total en 2010 et 55 % en 2016. À l'inverse, la part des découpes est en augmentation régulière : de 17 % du total en 2000, elle est passée à 26 % en 2010 pour approcher le tiers en 2016. La proportion des préparations de poulet a suivi peu ou prou la même tendance : de 10 % en 2000 à 15 % du total en 2016. La part des viandes de poulet séchées, salées et fumées

demeure, quant à elle, anecdotique (moins de 1 % du total).

Nouvelle progression des importations de viandes de poulet, essentiellement depuis l'UE

En 2016, les importations de viandes de poulet ont augmenté, prolongeant la tendance à la hausse enregistrée depuis 2003 (+ 4 %, soit + 20 000 tec, dont 17 000 tec en provenance de l'Union européenne). La situation est néanmoins différente selon les pays : la Belgique, notre principal fournisseur en 2016, a le plus contribué à l'accroissement de nos importations : + 8 %, soit + 9 400 tec. Les achats en provenance de Pologne se sont également accrus : + 10 %, soit + 7 800 tec sur un an. À l'inverse, les importations depuis l'Allemagne se sont repliées (- 7 % sur un an).

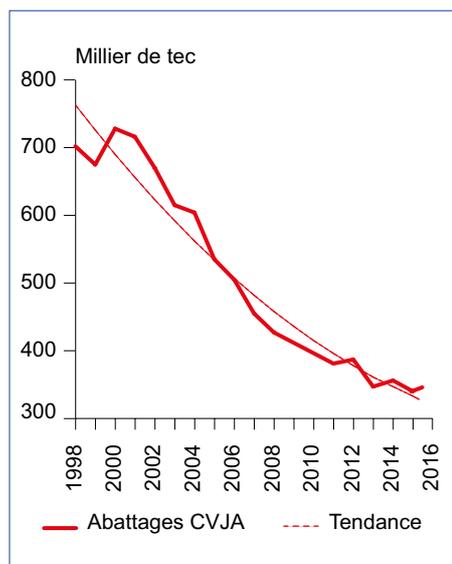
Le déficit des échanges extérieurs de viandes de poulet s'est creusé en volume et en valeur

Avec des exportations en recul et des importations en progression, le déficit commercial des viandes et préparations de poulet a atteint 0,31 milliard d'euros en 2016, continuant de se détériorer (+ 115 millions d'euros) depuis 2009. Négatif en volume depuis 2014, le solde des échanges (- 120 000 tec) s'est détérioré un peu plus en 2016.

Les abattages de dindes ont légèrement progressé en 2016, malgré une tendance à la baisse depuis 1998

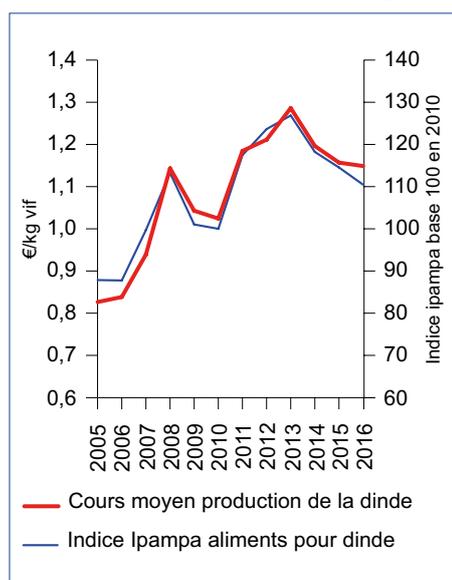
En 2016, les abattages de dindes, seuls, ont été dynamiques en volume par rapport à 2015 (+ 3 %), alors qu'ils se sont légèrement contractés en têtes (- 0,8 %). L'augmentation du poids moyen (+ 4 %, soit + 300 grammes), à l'origine de cette différence, s'explique par des retards d'enlèvement liés à certaines difficultés de commercialisation, notamment vers l'Union européenne. Les cours de la dinde, en baisse depuis 2014, sont demeurés quasiment stables en 2016, tandis que le coût de l'aliment continuait de fléchir sur la période.

Légère embellie des tonnages de dindes abattues en 2016



Source : Agreste

Le parallélisme des prix à la production et des coûts d'élevage des dindes est moins net en 2016



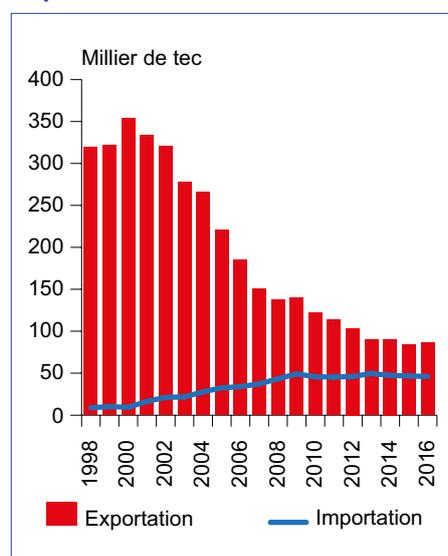
Sources : Agreste, Insee

En 2016, les exportations de viandes et préparations de dinde ont progressé en volume, malgré un recul vers l'UE, tandis que les importations se repliaient.

En 2016, les exportations de viandes de dinde se sont accrues de 3 % (+ 2 300 tec). À l'instar du commerce de viandes de poulet, la situation est contrastée en fonction des destinations. Les exportations ont reculé

de 1,5 % vers l'Union européenne (- 950 tec), notamment la Belgique (- 2 800 tec). À l'inverse, elles ont progressé de 16 % vers les pays tiers (+ 3 200 tec), plus particulièrement le Bénin (+ 2 200 tec), Hong Kong (+ 800 tec) et la Biélorussie (+ 750 tec). Quant aux importations de viandes de dinde, elles se sont repliées de 1,7 % au cours de l'année 2016, soit 800 tec de moins (dont - 900 tec depuis le Brésil).

En 2016, les exportations de viande de dinde ont légèrement augmenté, freinant la tendance à la baisse depuis 16 ans



Source : DGDDI (douanes)

Malgré une hausse du solde en volume, l'excédent en valeur des échanges de viandes et préparations de dinde a continué de se réduire en 2016

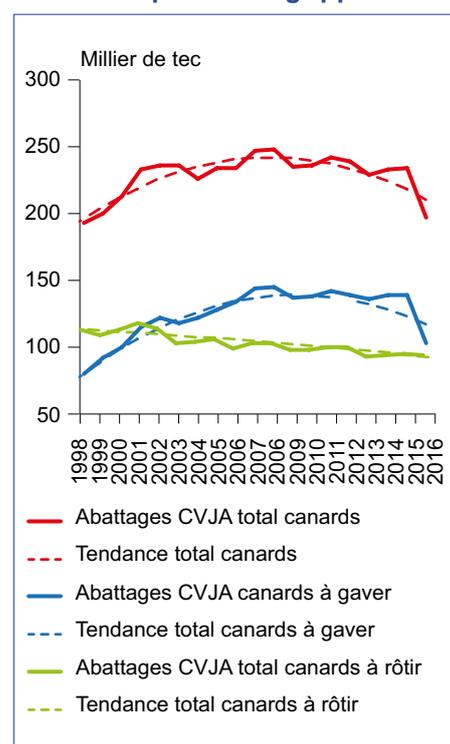
En 2016, avec des exportations en hausse et des importations en baisse, l'excédent des échanges de viandes et préparations de dinde s'est amélioré en volume (+ 3 200 tec), atteignant 40 millions de tec. Seul solde excédentaire en progression, il a contribué à limiter la dégradation du solde de l'excédent toutes espèces confondues.

En revanche, en valeur, l'excédent est tombé à 27 millions d'euros, en réduction de 5 millions d'euros par rapport à 2015. Au début des années 2000, il dépassait 0,5 milliard d'euros.

En 2016, les abattages de canards gras se sont réduits d'un quart par rapport à 2015

En 2016, les abattages de canards gras se sont réduits de plus d'un quart par rapport à 2015, à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire à l'origine de l'arrêt des mises en place de canetons dans le Sud-Ouest de janvier à mai 2016.

En 2016, les abattages de canards à gaver ont fortement reculé à la suite de l'épisode de grippe aviaire

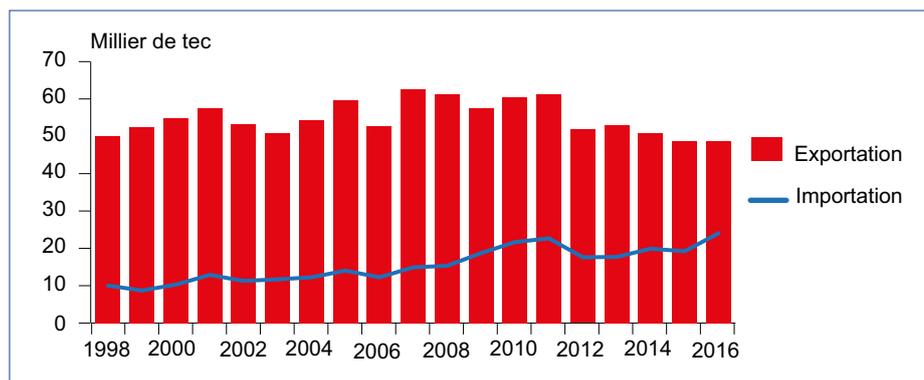


Source : Agreste

Les exportations de viande et préparations de canard sont stables alors que les importations progressent fortement.

En 2016, les exportations de viande et préparations de canard (gras et à rôtir) se sont stabilisées tandis que les importations s'accroissaient, près d'un quart de plus sur un an, soit + 4 800 tec. Les ventes à l'Union européenne ont progressé de 2 500 tec (+ 1 400 vers l'Espagne et + 1 300 vers l'Italie) alors que celles vers les pays tiers reculaient de 2 500 tec (- 1 300 vers le Viêt-Nam). Les importations de viande

En 2016, hausse sensible des importations de viande de canard tandis que les exportations se maintiennent



Source : DGDDI (douanes)

et préparations de canard (gras et à rôtir) proviennent presque exclusivement de l'Union européenne, notamment de Bulgarie : 2 000 tec supplémentaires dont 400 de foie gras. En conséquence, l'excédent commercial s'est réduit de 16 % en volume et en valeur, s'établissant à 25 000 tec et 0,12 milliard d'euros.

Situation dans les principaux pays producteurs et exportateurs de poulets et de dindes de l'UE

La Pologne, leader européen pour la production de poulets

Sur les 11 premiers mois de 2016, la Pologne, 1^{er} producteur devant le Royaume-Uni et 2^e exportateur européen de viandes de poulet en volume derrière les Pays-Bas, a sensiblement augmenté ses ventes, aussi bien à l'Union européenne (+ 8 %) qu'aux pays tiers (+ 32 %). Les autres principaux exportateurs ont, quant à eux, plutôt enregistré une baisse de leurs ventes en direction de l'UE, à l'exception de la France, de l'Espagne et de l'Italie et une hausse vers les pays tiers, hormis pour la France et la Belgique.

En 2016, l'Allemagne demeure au 1^{er} rang en Europe pour les abattages de dindes devant la France

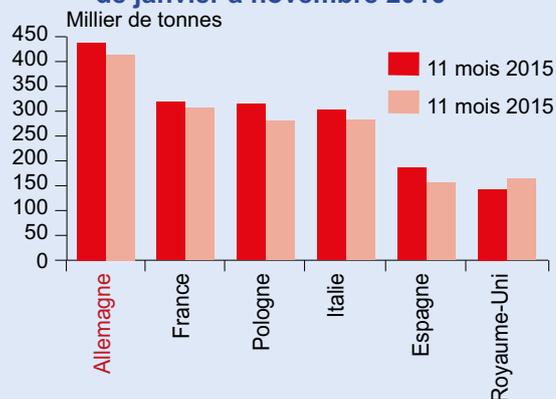
Sur les 11 premiers mois de 2016, les abattages de dindes ont été dynamiques pour les principaux pays producteurs de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni (- 13 %). La France reste au deuxième rang pour les abattages de dindes, derrière l'Allemagne. Elle est suivie de près par la Pologne, qui enregistre une progression plus marquée (+ 12 % sur un an).

La Pologne, premier abatteur européen de poules et poulets



Source : Eurostat

L'Allemagne, première en Europe pour les abattages de dindes de janvier à novembre 2016



Source : Eurostat

En 2016, forte progression des exportations polonaises de viande et préparations de poules et poulets

Unité : millier de tonnes

	Exportations des pays européens			
	Vers l'UE		Vers les pays tiers	
	11 mois 2016	2016/2015 (%)	11 mois 2016	2016/2015 (%)
Pays-Bas	745	- 10	312	29
Pologne	540	8	182	32
Allemagne	337	- 14	50	2
Belgique	334	- 10	75	- 26
Royaume-Uni	182	- 14	73	49
France	125	8	207	- 19
Espagne	82	1	68	19
Italie	62	17	35	6

Source : Eurostat

Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.) Cette enquête ne recense pas les abattages sanitaires.
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accouveurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés de quantités achetées d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- Consommation calculée par bilan : Elle est égale à production – exportations + importations – variation de stocks.
- **Contenu des rubriques du commerce extérieur de viandes de poulet fraîche ou réfrigérée et viandes de poulet surgelée :**

1 - Carcasses :

- Carcasse dite 83% : avec tête, pattes et abats
- Carcasse dite 70% : sans tête ni pattes, avec abats
- Carcasse dite 65% : sans tête, ni pattes, ni abats

2 - Découpes :

- Demis ou quarts
- Ailes entières
- Dos, cous, dos avec cous, croupions ou pointes d'ailes
- Poitrines et morceaux de poitrines, non-désossés
- Cuisses et morceaux de cuisses, non-désossés
- Autres morceaux désossés et non-désossés

3 - Viandes de poulet salées ou en saumure, séchées ou fumées

4 - Préparations (poulet) :

- Préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 57 % de viande ou d'abats, non-cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires ainsi que des préparations de foies)
- Préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 57 % de viande ou d'abats cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)
- Préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids ≥ 25 %, mais < 57 % de viande ou d'abats (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu ≤ 250 g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2016, repli des abattages de volailles », Infos rapides Aviculture n° 2/11, février 2017
- « En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé », Synthèse Aviculture, n° 2016/295, septembre 2016
- « Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007 », Synthèse Aviculture, n° 2016/285, avril 2016
- « Le solde du commerce extérieur des œufs est largement positif en 2014 », Synthèse Aviculture, n° 2015/275, septembre 2015
- « En 2013, la consommation de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet », Synthèse Aviculture, n° 2014/234, mars 2014



Mars 2017 - n° 301

Synthèses

[Retour éditorial](#)

En 2016, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli de la consommation de viande à domicile par les ménages

En 2016, la consommation apparente de viande, calculée par bilan, augmente très légèrement sur un an (+ 0,9 %). La consommation apparente de viandes de volaille repartirait à la hausse (4 %), soutenue principalement par les achats de viande de poulet. À l'inverse, celle de viande de boucherie diminue légèrement (- 0,7 % pour la viande bovine et - 0,8 % pour la viande porcine). Les achats en volume de viande par les ménages pour leur consommation reculent de nouveau, toutes espèces confondues, dans un contexte de légère hausse des prix à la consommation en 2016. Seuls les achats de viande hachée et les découpes de poulet augmentent en volume ; ceux de produits élaborés baissent, à l'exception des plateaux pour grill et barbecue.

En 2016, la consommation apparente de viande de volaille s'accroît, tandis que celle de viande de boucherie stagne

En 2016, la consommation apparente de viande, calculée par bilan, ou mise à disposition sur le marché intérieur, augmente de 0,9 % par rapport à 2015. La situation est toutefois contrastée selon les types de viande. Alors que la consommation de viande de boucherie, qui représente 68 % de la consommation totale de viande est en légère baisse sur un an (- 0,6 %), celle de volaille de chair progresserait vivement (+ 4 %), après s'être stabilisée en 2015.

Estimation de la consommation de viande : sources et méthodes

Dans cette note, la consommation de viande est estimée de deux façons : la consommation mesurée par bilan et les achats effectués par les ménages, à partir des déclarations d'un panel de ménages (panel Kantar Worldpanel).

■ La **consommation par bilan** est calculée à partir des données d'abattage, des flux du commerce extérieur et des variations de stocks, selon la formule suivante :

consommation = abattages + importations viandes – exportations viandes + stock début – stock fin. Dans la mesure où les stocks de viandes chez les opérateurs ne peuvent être pris en compte (à l'exception de la volaille pour laquelle les stocks sont fournis par les abattoirs et ateliers de découpe), la consommation calculée s'appa-

rente davantage à une mise à disposition sur le marché intérieur qu'à la consommation finale des ménages. Sous cette réserve, la consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, à domicile et hors foyer, en viande fraîche ou sous forme de plats cuisinés.

■ Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Par construction, on évalue la consommation des ménages à domicile en excluant la consommation hors foyer.

Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents (encadré – rubrique méthode).

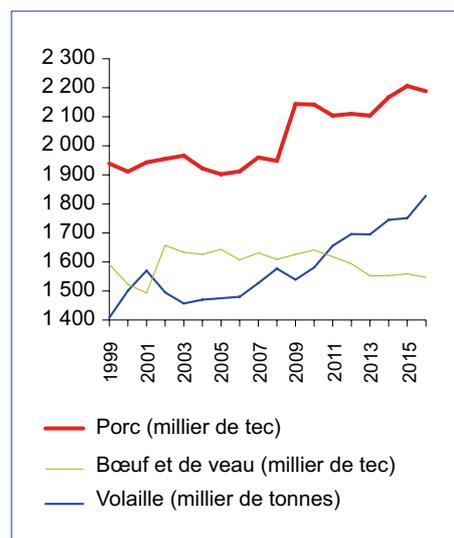
En 2016, la consommation apparente de viande bovine repart à la baisse

En 2016, après deux années de quasi-stabilité, la consommation de viande bovine calculée par bilan baisse légèrement (- 0,7 %). Les volumes importés de viande bovine fraîche, réfrigérée et congelée, issus pour la quasi-totalité (97 %) de l'Union européenne, continuent de se replier (311 milliers de tec en 2016, contre 337 en 2015 et 356 milliers de tec en 2014). Ce recul concerne essentiellement les importations de viande fraîche ou réfrigérée (- 10 % comme en 2015), et, à un moindre degré, les viandes congelées (- 1 %). Les exportations demeurent quasiment stables sur un an (+ 0,3 %), la progression pour les viandes congelées étant contrebalancée par une diminution pour les préparations et conserves à base de viande.

La consommation calculée de viande porcine régresse en 2016

En 2016, la consommation de viande porcine, calculée par bilan, se réduit de 0,8 %. Les importations de viande porcine (y compris les viandes salées, séchées, fumées, saucisses, saucissons, conserves et graisses) reculent sensiblement (- 6,1 %), à 566 milliers de tec. Dans le même temps, les exportations progressent de 1,4 %,

Depuis 2011, la viande de volaille est davantage consommée que la viande bovine



Source : Agreste - consommation calculée de viande par bilan

s'établissant à 588 milliers de tec, en particulier grâce à la demande chinoise. Face au manque de dynamisme de la demande intérieure, la croissance des débouchés à l'export a contribué à soutenir le marché en 2016.

La consommation calculée de viande ovine continue de décroître

En 2016, la consommation de viande ovine diminue sur un an (- 3,1 %), en baisse toutefois moins marquée qu'en 2015 (- 4,7 %). La consommation repose pour plus de la moitié (55 %) sur les importations. Depuis 2010, cette part s'est néanmoins réduite d'environ sept points et rien qu'en 2016 de trois points. Les importations en provenance des principaux pays fournisseurs, Royaume-Uni, Irlande et Nouvelle-Zélande, sont en forte baisse en 2016, respectivement - 9,1 %, - 2,7 % et - 16 %. Malgré le recul de la consommation, l'offre intérieure de

viande ovine repart à la hausse en 2016 dans un contexte de progression des abattages (+ 2,5 %).

En 2016, seule la consommation apparente de viande de volaille progresse, atteignant son plus haut niveau depuis 1999

En progression continue depuis 40 ans, la consommation française de volaille, calculée par bilan, toutes espèces confondues, repartirait à la hausse en 2016 (+ 4 %), après avoir stagné en 2015 (+ 0,3 %). À 1,8 million de tonnes, elle serait à son plus haut niveau sur la période 1999-2016. Depuis 2011, la viande de volaille demeure la plus consommée devant la viande bovine mais derrière celle de porc.

Le poulet demeure de loin la principale volaille consommée avec 1,2 million de tec en France en 2016 (+ 6 % après + 1,2 % en 2015). La viande de

En 2016, baisse modérée de la consommation de viande de boucherie

	Consommation ¹⁻²	Consommation sur un an (%)	
		2016/2015	2015/2014
Viande d'animaux de boucherie (millier de tec*)	3 953	- 0,6	+ 0,8
dont viande bovine	1 547	- 0,7	+ 0,3
viande porcine	2 188	- 0,8	+ 1,8
viande ovine-caprine	170	- 3,1	- 4,7
viande équine	12	- 5,5	- 8,7
Viande de volaille (millier de tonnes)	1 828	+ 4,4	+ 0,3
dont poulet	1 210	+ 5,9	+ 1,2
dinde	320	+ 3,9	- 1,9
canard	183	- 8,7	+ 1,2
autres volailles	114	+ 15,1	- 4,5

1. Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC).

2. Volaille : consommation indigène totale (millier de tonnes).

tec : tonne-équivalent-carcasse.

Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan

La part des importations dans la consommation de viande de volaille reste stable alors que celle de viande ovine poursuit son érosion

Part des importations dans la consommation calculée par bilan (%)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Gros bovins et veaux	25	23	24	25	24	22	21
Viande porcine	28	28	29	29	29	27	26
Ovins	62	59	60	59	60	58	55
Total volailles	29	30	31	31	31	33	33
Poulets	42	42	43	42	42	44	43
Dindes	14	14	13	16	15	15	14

Source : Agreste

poulet est toujours très appréciée des consommateurs du fait de sa praticité et de ses prix comparativement peu élevés. Toutefois, la France reste concurrencée sur son propre marché puisque l'augmentation de la demande intérieure bénéficie aux importations, en hausse de 4 % en 2016. Sous réserve que l'ensemble des importations de viande de poulet soient consommées en France et non réexportées vers d'autres destinations, quatre poulets sur dix consommés en France seraient issus de l'importation, à plus de 80 % sous forme de découpe.

Après une baisse ininterrompue depuis 2013, la consommation de dinde redevient dynamique en 2016 (+ 4,6 %). En revanche, la consommation de canard,

en augmentation depuis 2014, subit une forte baisse (- 9%), principalement due à l'épisode d'influenza aviaire survenu fin 2015. Malgré leur forte hausse en 2016 (+ 25 %), les importations n'ont pu entièrement compenser les pertes enregistrées sur le marché intérieur, à la suite de la crise aviaire. Le vide sanitaire imposé dans les élevages du Sud-Ouest a engendré un arrêt des mises en place et donc une baisse de l'offre.

En 2016, les prix à la consommation calculés par l'Insee pour le poste « viandes » progressent légèrement pour la deuxième année consécutive (+ 0,4 %). Les prix des viandes bovines et ovines s'accroissent au même rythme qu'en 2015 (autour de 1 %) ; *a contrario*, ceux de la viande

porcine sont en léger repli tandis que les prix de la viande de volaille sont stables sur un an. Dans le même temps, les prix des autres produits alimentaires comme les « poissons et fruits de mer » sont en hausse de 4,1 % alors que ceux du « lait, fromages et œufs » diminuent (- 1 %).

Ces hausses de prix à la consommation relativement modérées en 2016 s'inscrivent dans un contexte de cours à la production (Ippap) en repli sur un an pour les bovins (- 4,9 %) et les volailles (- 0,6 %), particulièrement sous l'effet d'une baisse des prix à la production des poulets de chair (- 1 %). En revanche, les prix à la production porcine se redressent (+ 3 %) après les fortes diminutions des deux années précédentes (- 7,2 % en 2015 et - 8,4 % en 2014).

En 2016, les prix des viandes à la consommation augmentent peu

Évolution en %

	2016/2015	2015/2014	2015/2010*
Viandes	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,9
<i>dont viande de bœuf et de veau</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>+ 1,0</i>	<i>+ 2,6</i>
<i>viande de porc</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 0,2</i>	<i>+ 2,4</i>
<i>viande de mouton, agneau et chèvre</i>	<i>+ 1,3</i>	<i>+ 1,4</i>	<i>+ 2,7</i>
<i>viande de volaille</i>	<i>+ 0,0</i>	<i>- 0,7</i>	<i>+ 2,5</i>
<i>viande séchée, salée ou fumée</i>	<i>+ 0,3</i>	<i>+ 0,4</i>	<i>+ 1,2</i>
<i>autres viandes</i>	<i>+ 1,3</i>	<i>+ 1,9</i>	<i>+ 2,5</i>
Autres postes alimentaires			
<i>dont poissons et fruits de mer</i>	<i>+ 4,1</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>+ 1,7</i>
<i>lait, fromages, œufs</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 1,3</i>	<i>+ 0,4</i>
Ensemble des produits alimentaires	+ 0,7	+ 0,5	+ 1,1

* En moyenne annuelle.

Source : Insee - Indice annuel moyen des prix à la consommation

En 2016, pour la deuxième année consécutive, la consommation de viande des ménages baisse en volume

Après une croissance ininterrompue depuis 2009, la consommation en 2016 de viande par les ménages pour leur consommation à domicile, calculée sur la période allant du 28 décembre 2015 au 25 décembre 2016, baisse pour la deuxième année consécutive d'après le KantarWordPanel. Toutes formes confondues, c'est-à-dire viande

En 2016, le recul des achats de viandes (viande fraîche, élaborés, charcuterie et surgelés confondus) par les ménages s'amplifie

	Quantités achetées en 2016 ¹ (%)	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen (€/kg)	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2016/2015 ¹	2015/2014		2016 ¹	2016/2015 ¹
Viande de boucherie (y compris élaborés, surgelés et charcuterie et hors abats)	72	- 1,7	- 1,3	10,59	+ 0,9	- 0,3
<i>dont bœuf²</i>	<i>18</i>	<i>- 2,1</i>	<i>- 1,6</i>	<i>11,94</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>- 0,3</i>
<i>veau</i>	<i>3</i>	<i>- 5,0</i>	<i>- 3,8</i>	<i>15,42</i>	<i>+ 1,1</i>	<i>- 0,8</i>
<i>porc</i>	<i>46</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 1,4</i>	<i>9,57</i>	<i>+ 1,3</i>	<i>- 0,2</i>
<i>mouton-agneau</i>	<i>2</i>	<i>- 5,7</i>	<i>- 5,5</i>	<i>14,23</i>	<i>+ 0,0</i>	<i>+ 1,6</i>
<i>cheval</i>	<i>0,3</i>	<i>- 14,2</i>	<i>- 14,7</i>	<i>16,85</i>	<i>+ 3,3</i>	<i>+ 5,1</i>
Viande de volaille (y c. élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	28	- 2,1	- 0,6	8,09	+ 0,2	- 0,5
<i>dont poulet</i>	<i>16</i>	<i>- 0,1</i>	<i>+ 0,3</i>	<i>7,03</i>	<i>+ 0,5</i>	<i>- 0,6</i>
<i>dinde</i>	<i>5</i>	<i>- 3,2</i>	<i>- 2,3</i>	<i>8,30</i>	<i>- 1,5</i>	<i>- 1,0</i>
<i>canard</i>	<i>1</i>	<i>- 9,9</i>	<i>- 1,6</i>	<i>12,01</i>	<i>+ 2,7</i>	<i>- 3,6</i>

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 28 décembre 2015 au 25 décembre 2016).

2. Bœuf = viande bovine à l'exception du veau.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

fraîche, élaborés (y compris viande hachée), charcuterie ou surgelés, les ménages réduisent leurs achats de viande en volume dans un contexte de prix moyens de nouveau en hausse.

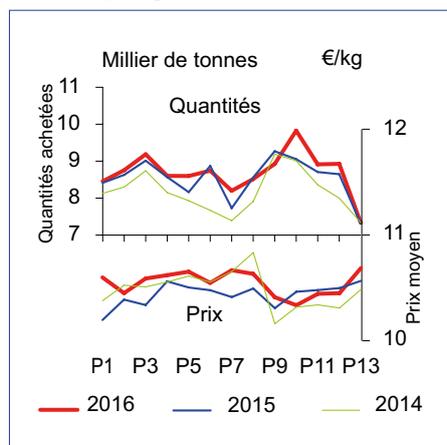
En 2016, la baisse des quantités achetées touche également toutes les viandes, en particulier celles de veau, de mouton, d'agneau et de cheval qui sont les plus onéreuses. Leur repli ralentit toutefois sur un an. *A contrario*, le recul des quantités achetées de viande de bœuf, de dinde et de canard est plus marqué qu'en 2015. La viande de porc, dont les volumes achetés représentent près d'un produit carné sur deux (46 %), poursuit son érosion. Pour la première fois depuis 2011, les quantités achetées de viande de poulet se réduisent sensiblement, après avoir été quasiment stables en 2015.

Les quantités de viande de boucherie fraîche achetées (hors élaborés, viande hachée, charcuterie et surgelés) baissent de nouveau en 2016

En 2016, pour la huitième année consécutive, les achats en volume de viande de boucherie fraîche reculent (- 3,4 % sur un an). Cette baisse touche tous les types de viande et

intervient dans un contexte de progression un peu plus soutenue qu'en 2015 des prix d'achat : + 0,7 % en 2016 après + 0,2 % en 2015. Bien qu'elle soit la moins chère des viandes de boucherie (7,24 €/kg) et à un prix quasiment stable par rapport à 2015, la viande fraîche de porc est touchée par la baisse de consommation (- 3 %). Les quantités de viande fraîche de bœuf achetées diminuent sur un an au même rythme que ces dernières années (- 2,8 % en moyenne annuelle

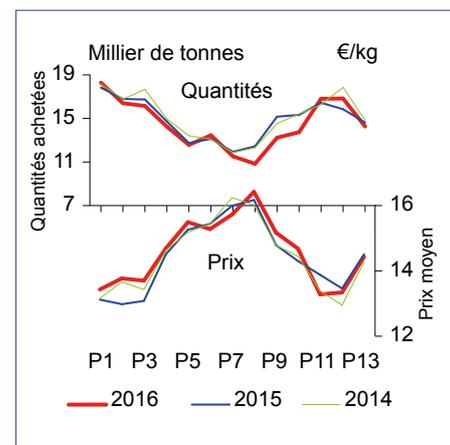
En 2016, parmi les viandes de boucherie, seule la viande hachée fraîche progresse en volume



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

sur la période 2008-2015) au profit des achats de viande hachée fraîche, constitués à environ 81 % de viande bovine, en progression toutefois ralentie par rapport à 2015 : + 1,8 % en 2016 contre + 4,5 % en 2015. En 2016, les quantités de viande fraîche de veau et d'agneau achetées par les ménages fléchissent dans les mêmes proportions (respectivement - 4,1 % et - 4,5 %), desservies par des prix supérieurs à ceux de la viande de bœuf.

En 2016, les achats en volume de viande fraîche de bœuf sont en recul



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

En 2016, les achats en volume de viande de boucherie fraîche continuent de baisser, dans un contexte de hausse modérée des prix

	Quantités achetées en 2016 ¹ (%)	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen (€/kg)	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2016/2015 ¹	2015/2014		2016 ¹	2016/2015 ¹
Viande de boucherie	72	- 1,7	- 1,4	10,56	+ 0,9	- 0,3
Viande fraîche ²	23	- 3,4	- 4,5	11,71	+ 0,7	+ 0,2
<i>dont : bœuf</i>	9	- 2,8	- 1,8	14,43	+ 0,9	+ 0,0
<i>veau</i>	3	- 4,1	- 7,0	15,87	+ 1,3	- 0,5
<i>porc</i>	9	- 3,0	- 4,9	7,24	+ 0,4	- 0,6
<i>ovin</i>	2	- 4,5	- 6,3	14,29	+ 0,1	+ 1,8
<i>cheval</i>	0,3	- 14,2	- 14,7	16,85	+ 3,3	+ 5,1
Viande hachée fraîche	5	+ 1,8	+ 4,5	10,54	+ 1,0	- 0,4
Surgelés	4	- 3,6	- 0,4	6,84	+ 1,8	+ 0,5
Élaborés (hors viande hachée) ³	9	- 1,9	+ 2,7	9,34	- 0,6	- 0,5
Jambon et autres charcuteries	29	- 0,7	- 0,8	10,58	+ 1,5	- 0,3
Abats	2	- 1,2	- 5,1	9,28	- 0,3	+ 1,3

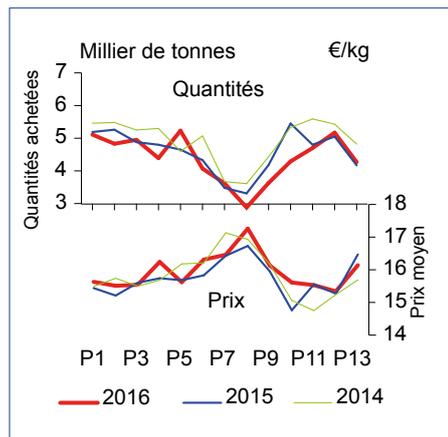
1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 28 décembre 2015 au 25 décembre 2016)

2. Viande de boucherie = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique définitions).

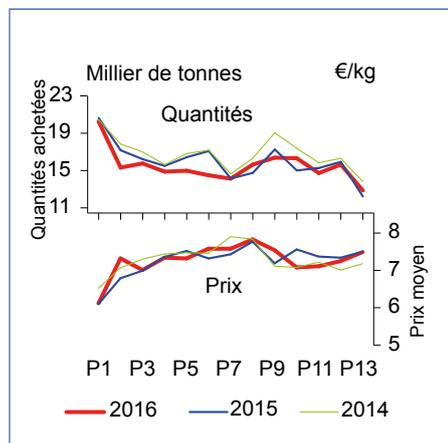
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2016, le repli des quantités achetées de viande fraîche de veau s'accélère



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

En 2016, les prix des viandes fraîches de porc progressent tandis que les quantités baissent



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Avec une météo plutôt clémente, hormis au printemps, la consommation des pièces à bouillir ou à braiser a reculé

La consommation de bœuf, de veau ou d'agneau frais est très saisonnière et ne concerne pas les mêmes morceaux selon les différents moments de l'année. Les pièces à bouillir ou à braiser sont majoritairement consommées du début de l'automne au début du printemps, période pendant lesquelles les températures sont généralement basses, tandis que la consommation des pièces à rôtir ou à griller est relativement stable sur l'année, avec un pic pour l'agneau autour des fêtes pascales. Après une consommation

de viandes à bouillir ou à braiser (hors restauration collective) en 2015 en hausse, malgré la douceur des températures, celle de 2016 est de nouveau en baisse, en particulier pour l'agneau (- 9,2 %), le bœuf (- 6,5 %) et le veau (- 5,3 %). Cela peut s'expliquer par une hausse des prix pour ces pièces, ainsi que par des températures relativement clémentes pour les périodes les plus fraîches de l'année 2016, peu propices à leur consommation. Les achats en volume de pièces de viande à rôtir, griller et poêler suivent la même tendance, l'effet de substitution entre les deux types de viande n'ayant pas eu lieu en 2016.

Les produits élaborés sont en baisse tout comme la charcuterie et le jambon

En 2016, les achats en volume de produits élaborés (hors viande hachée) de viande de boucherie diminuent de - 1,9 %, interrompant leur tendance haussière. Seule la viande hachée tire son épingle du jeu, en moindre progression toutefois qu'en 2015 (+ 1,8 % en 2016 contre + 4,5 % en 2015), probablement en raison d'une légère hausse de son prix d'achat (+ 1 %) déjà relativement élevé (10,54 €/kg).

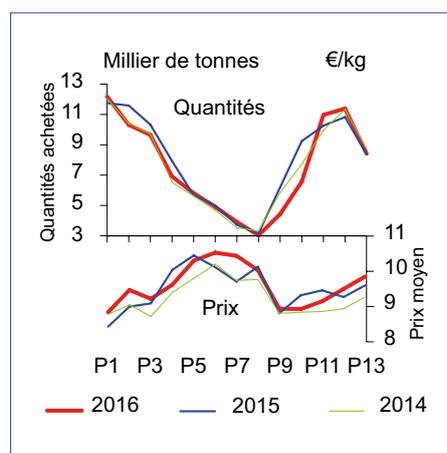
Les achats en volume de saucisses fraîches à cuire, qui représentent 46 % des quantités d'élaborés, hors viande hachée, reculent de façon

plus marquée qu'en 2015 (- 2,1 %, contre - 1,3 % en 2015). Les achats de brochettes ne profitent pas de la hausse des températures pendant l'été et accusent une baisse de 7,5 %. En revanche, les plateaux pour grill et barbecue enregistrent une nouvelle progression (+ 6,9 %), sans doute dopés par l'actualité sportive importante au mois de juin.

L'érosion des achats en volume de plateaux pour pierrades et fondues se poursuit (- 16,1 %) malgré des prix en baisse (- 2,8 %), la douceur des températures et un ensoleillement non négligeable tout au long de l'année, à l'exception des mois de mai et juin, ne les ayant pas favorisés.

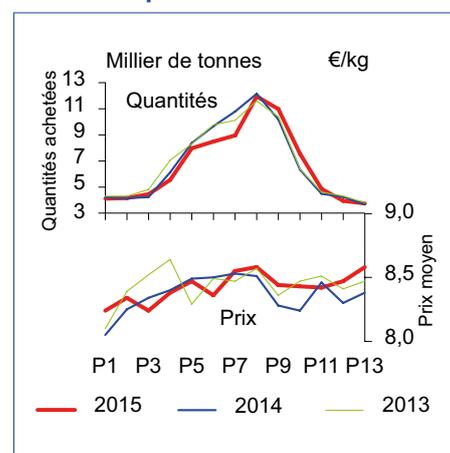
En 2016, pour la troisième année consécutive, le jambon et autres produits de charcuterie ne bénéficient pas d'un report de consommation des viandes fraîches de boucherie. Les volumes achetés, qui concentrent près de 30 % de l'ensemble des achats de viande par les ménages, diminuent de 0,7 % par rapport à 2015, dans un contexte de prix moyens toujours orientés à la hausse (+ 1,5 %). En conséquence, les sommes dépensées par les ménages pour la consommation de jambon et autres produits de charcuterie progressent de 0,7 % en 2016. Le jambon et autres charcuteries restent un produit carné phare pour les ménages.

Après une année 2015 atypique, la consommation de viande à bouillir ou à braiser est de nouveau en baisse



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

En 2016, le repli des quantités achetées de saucisses fraîches à cuire se poursuit



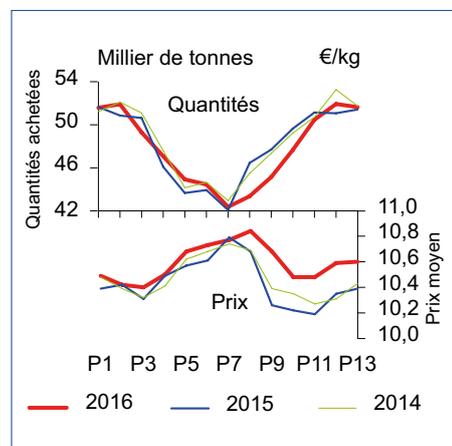
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Contrairement aux élaborés de viande boucherie, ceux de volaille progressent en 2016 en volume mais de

façon toutefois moins marquée qu'en 2015 : + 1,1 % contre + 2,7 % en 2015. Les achats d'élaborés de poulet se démarquent avec une hausse de 5,1 %, favorisés par un prix en léger recul (- 0,9 %), tandis que ceux de dinde se replient (- 3,1 %).

que le poulet entier standard (- 9,1 % et - 8,5 %). À l'inverse, les quantités de découpe achetées progressent au même rythme qu'en 2015 (+ 2,4 %). Bien qu'à un prix moins attractif (7,6 €/kg contre 5,6 €/kg), le poulet en découpe est préféré par les ménages au poulet entier car il correspond plus aux nouvelles habitudes de consommation (« snacking », mode de cuisson rapide, moins de temps de préparation...).

En 2016, les achats de jambon et charcuterie de porc confirment leur tendance baissière



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année.
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Pour la volaille, les ménages privilégient le côté pratique en choisissant la découpe par rapport à la volaille entière

En 2016, les achats en volume de viande de volaille fraîche régressent plus fortement qu'en 2015. Les quantités achetées de poulet frais, en particulier, sont en recul sur la période (- 1,3 %), sous l'effet d'un repli toujours plus important pour les poulets entiers (- 7,4 %) représentant 36 % de la consommation de viande fraîche de poulet en 2016. Le poulet entier label rouge ne résiste pas mieux

En 2016, les achats en volume de dinde fraîche sont toujours orientés à la baisse : - 3,1 %, concurrencés par les coupes de poulet moins coûteuses (7,6 €/kg contre 8,6 €/kg). Les quantités achetées de canards sont en nette diminution : - 9,7 %, sous l'effet d'une augmentation des prix (+ 2,9 % par rapport à 2015), imputée au manque de disponibilité survenu à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire.

En 2016, le recul des achats de viandes (viande fraîche, élaborés, charcuterie et surgelés confondus) par les ménages s'amplifie

	Quantités achetées en 2016 ¹ (%)	Évolution sur un an des quantités achetées (%)		Prix moyen (€/kg)	Évolution sur un an du prix moyen d'achat (%)	
		2016/2015 ¹	2015/2014		2016 ¹	2016/2015 ¹
Viande de volaille (y compris élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	28	- 2,1	- 0,6	8,09	0,2	- 0,5
Volaille fraîche (hors élaborés) ²	18	- 2,9	- 0,8	7,72	0,1	- 1,5
poulet	12	- 1,3	- 0,5	6,86	0,7	- 0,9
dinde	3	- 3,1	- 2,5	8,63	- 1,3	- 1,5
canard	1	- 9,7	- 1,7	11,99	2,9	- 3,7
Lapin frais	1	- 2,8	- 8,8	9,51	2,1	2,5
Surgelés de volaille	1	- 4,5	- 9,5	7,50	0,7	1,7
Élaborés de volaille ³	5	1,1	2,7	8,22	- 1,3	0,4
Charcuterie de volaille	2	- 0,2	4,8	10,53	1,4	1,7

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 28 décembre 2015 au 25 décembre 2016).

2. Volaille fraîche = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique définitions).

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Sources

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viande pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). Elle est mesurée en équivalent-carcasse. La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks.

Les chiffres de consommation de viande calculée par bilan pour les volailles sont susceptibles d'être révisés.

- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. Tous les achats de consommation réalisés par les ménages sont comptabilisés. Dans cette étude, nous avons fait le choix d'exclure les gros achats. Les données sont établies par périodes de quatre semaines, treize périodes formant une année. Les données étudiées dans cette synthèse portent sur treize périodes de quatre semaines, c'est-à-dire du 28 décembre 2015 au 25 décembre 2016, soit approximativement l'année entière 2016.

Définitions

Contenu des différents postes de consommation de viande du panel Kantar Worldpanel

- Volailles fraîches hors élaborés = volailles entières ou découpe de volailles
- Élaborés de viande de boucherie = viande hachée fraîche, saucisse fraîche à cuire (chipolata, merguez, ...), morceaux demi-sel de porc, paupiette, brochette, ...
- Élaborés de volaille = volaille entière cuite ou rôtie, découpe cuite ou aromatisée, panés, brochettes, ...
- Jambon et charcuterie = jambon cuit et cru/sec, lardons, poitrine, bacon, pâtés, saucisses à pâte fine, saucissons secs et salami, ...
- Traitement des doubles comptes
- Pour les viandes de boucherie, le choix a été fait dans cette étude de comptabiliser les saucisses à gros hachage (= saucisses fraîches à cuire = chipolata, merguez, ...) uniquement au sein du poste élaborés de viande de boucherie et pas dans le poste jambon et charcuterie.
- Pour les volailles, le jambon de volaille et les saucisses de volaille ont été comptabilisés uniquement dans le poste charcuterie de volaille et pas dans le poste élaborés de volaille.

Méthodes

- Il existe deux types d'informations concernant la consommation de viande : les achats de consommation effectués auprès des ménages et la consommation mesurée par bilan.
 - La **mesure de la consommation par bilan** part du fait que les carcasses disponibles pour la consommation humaine après abattage vont être dans un délai bref stockées, exportées ou consommées. En déduisant des abattages les entrées en stocks et les exportations on obtient ainsi une estimation du total des viandes mises à la consommation. On y rajoute enfin les viandes importées et les sorties de stocks, mises à la consommation. La consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, que ce soit en foyer, hors foyer ou sous forme de plat cuisiné. Ces quantités sont toutefois évaluées en carcasses entières d'animaux alors que la viande qui parvient dans l'assiette du consommateur est en fait une viande nette, débarrassée d'une bonne partie de la graisse et des os qui sont dans la carcasse. Pour la viande bovine, il faut environ 130 kg de carcasse pour produire 100 kg de viande désossée.
 - Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs à qui l'on demande de faire un relevé systématique des quantités achetées et d'extrapoler ensuite les résultats obtenus à l'ensemble de la population. Par construction, cela ne permet d'évaluer que la consommation des ménages en excluant la consommation hors foyer.
- Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents :
 - **En niveau** : les écarts sont sensibles. Ils correspondent notamment à la différence carcasse/viande nette, à la restauration hors foyer et plats cuisinés à base de viande, au champ éventuellement restreint du panel (exclusion des touristes) et au défaut de déclaration des panélistes (oublis) et des stocks au sein de la filière.
 - **En évolution** : les deux méthodes convergent plus sur courte période que sur longue période, les facteurs de divergence évoluant relativement lentement : évolution de la consommation hors foyer et des plats cuisinés, évolution de la part de carcasse qui parvient dans l'assiette du consommateur, ...

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Consommation » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2016/289, mai 2016
- « En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à moindre temps de préparation », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2014/256, décembre 2014
- « Baisse de la consommation française de viande, après une reprise en 2010 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2013/225, décembre 2013
- « Tassement de la consommation de viandes en 2011 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2012/173, mars 2012
- « En 2010, la consommation de viande se porte mieux », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2010/133, octobre 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes - Évolution sur dix ans de la consommation alimentaire », Agreste Primeur n° 236, mars 2010

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice en chef : Annie Delort

Composition : SSP

Dépot légal : À parution

© Agreste 2017

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Références des synthèses

Synthèses

En début de campagne 2016-2017, la croissance des exportations des vins d'appellation vers les pays tiers se poursuit

Viticulture

5 L. Bernadette

Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an

IAA

11 M. Kuhn-Le Braz

En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau

Aviculture

23 C. Pendariès

En 2016, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan, mais repli de la consommation de viande à domicile par les ménages

Consommation

31 A. Lavergne

Organismes et abréviations

39

Pour en savoir plus

40

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 2/11, février 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins, n° 2/11, février 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 2/11, février 2017

C. Pendariès

Aviculture, n° 3/11, mars 2017

C. Pendariès

Bois et dérivés n° 2/2, décembre 2016

G. Astrié

Carotte n° 5/6, janvier 2017

S. Bernadet

Chicorée n° 4/5, février 2017

S. Bernadet

Chou-fleur n° 4/5, mars 2017

S. Bernadet

Climatologie, n° 3/12, mars 2017

M. Le Turdu

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 3/12, mars 2017

T. Champagnol

Concombre, n° 5/5, décembre 2016

S. Bernadet

Courgette, n° 4/4, novembre 2016

S. Bernadet

Coûts de production, n° 3/10, mars 2017

M. Kuhn-Le Braz, A. Lavergne

Endive, n° 3/5, février 2017

S. Bernadet

Grandes cultures et fourrages n° 1/10, février 2017

O. Satger

Lait, n° 3/11, mars 2017

S. Cazeneuve

Laitue n° 4/5, février 2017

S. Bernadet

Poireau n° 5/5, mars 2017

S. Bernadet

Poire n° 4/4, novembre 2016

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Pomme n° 6/6, novembre 2016

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Prix agricoles et alimentaires n° 3/10, mars 2017

A. Delort

Stocks Pommes-Poires, n° 4/6, mars 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Tomate, n° 6/6, novembre 2016

S. Bernadet

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 1 - mars 2017

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
